



FISAC

Rapport d'activité

1992-2007



Direction du Commerce, de l'Artisanat, des Services
et des Professions libérales
3/5, rue Barbet de Jouy - 75353 Paris 07 SP

SOMMAIRE

	Pages
Eléments de synthèse	3
Présentation des différentes aides du Fisac	6
- Opérations urbaines et opérations collectives de modernisation en milieu rural	7
- Opérations urbaines dans les zones urbaines sensibles et dans les zones franches urbaines	8
- Opérations rurales	9
Présentation des moyens mis en œuvre par le Fisac	10
Eléments complémentaires d'information sur les opérations nationales et territoriales	19
Part des cofinanceurs (opérations territoriales)	20
Part des cofinanceurs par type d'opérations territoriales	21
Etude d'évaluation des opérations urbaines	23
Actions de développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat	25
EPARECA	26
Cyclone Dean	27
Les pôles d'innovation pour les petites entreprises	29
Opérations de soutien aux commerces de biens culturels	30
Methodologie	31

Pour l'année 2007

	Pages
➤ National	
Répartition des subventions par type d'opération.....	33
➤ Région	
Répartition des subventions par région, tous types d'opération.....	37
- classement alphabétique.....	38
- classement par montant de subvention.....	39
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	41
➤ Département	
Répartition des subventions par département, tous types d'opération.....	43
- classement alphabétique.....	44
- classement par montant de subvention.....	48
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	54

Pour la période 1992-2007

	Pages
➤ National	
Répartition des subventions par type d'opération.....	61
➤ Région	
Répartition des subventions par région, tous types d'opération.....	65
- classement alphabétique.....	66
- classement par montant de subvention.....	67
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	69
➤ Département	
Répartition des subventions par département, tous types d'opération.....	71
- classement alphabétique.....	73
- classement par montant de subvention.....	76
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	82

➤ Créé par la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, le Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) avait pour vocation de répondre aux menaces pesant sur l'existence des services artisanaux et commerciaux de proximité dans des zones rurales ou urbaines fragilisées par les évolutions économiques et sociales.

La fragilité de l'existence des services commerciaux et artisanaux de proximité est liée notamment, selon les zones concernées, à la désertification de certains espaces ruraux, au développement de la grande distribution, en particulier à la périphérie des villes, à l'insécurité qui peut prévaloir dans les zones urbaines sensibles.

L'action du FISAC s'est traduite par le versement de subventions aux collectivités locales et aux entreprises (le plus souvent en milieu rural, seulement en faveur d'entreprises économiquement viables et à condition de ne pas induire de distorsion de concurrence). Le FISAC a en outre financé des actions de fonctionnement (animation commerciale, communication, recrutement d'animateurs de centre-ville) ou d'investissement (halles et marchés, équipements professionnels, stationnement...).

Jusqu'en 2002, ce dispositif était fondé sur la solidarité financière entre les petites entreprises commerciales et artisanales et la grande distribution (surfaces de vente supérieures à 400 m²), au moyen d'un prélèvement sur cette dernière, la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA), qui contribuait au maintien de l'existence des premières, grâce à un transfert des ressources dégagées au bénéfice de projets portés, généralement, par les collectivités locales.

➤ **Depuis la loi de finances pour 2003**, le produit de cette taxe est affecté au budget général de l'Etat et **des dotations relatives au FISAC sont désormais déléguées au RSI** (anciennement ORGANIC) **à partir du budget de l'Etat.**

Le décret du 5 février 2003 et la circulaire du 17 février 2003¹, ont précisé les nouvelles modalités de mise en œuvre du FISAC, **désormais dénommé Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce**. Les opérations sont regroupées au sein de quatre grandes catégories :

- *les opérations collectives, rurales ou urbaines ;*
- *les opérations individuelles à destination des entreprises en milieu rural ;*
- *les études ;*
- *les actions collectives spécifiques décidées par le ministre chargé du commerce et de l'artisanat (exemples : indemnisation des commerçants et artisans sinistrés à la suite de catastrophes naturelles, technologiques ou sanitaires, contribution au financement des actions de développement économique des chambres de métiers et des organisations professionnelles nationales de l'artisanat, soutien aux commerces de biens culturels...).*

Les décisions d'attribution des aides sont prises par le Ministre chargé du commerce et de l'artisanat sur la base des projets instruits au plan local par les préfetures de département et après avis des délégués régionaux au commerce et à l'artisanat.

Par souci de simplification et de réduction des délais d'attribution des aides, le passage obligatoire des dossiers devant une commission nationale a été supprimé en 2003.

Les principales mesures intervenues lors de la réforme de 2003 ont été les suivantes :

- en zone rurale (communes de moins de 2000 habitants), le taux d'intervention est porté à 30 % au lieu de 20 % pour les opérations individuelles conduites par des collectivités territoriales ;
- les taux d'intervention pour les opérations réalisées dans les zones urbaines sensibles, comprises dans les territoires prioritaires d'un contrat de ville, sont très fortement majorés : 80 % au lieu de 50 % en fonctionnement et 40 % au lieu de 20 % en investissement ;
- les dépenses d'investissement portant sur les équipements de sécurité des locaux d'activité sont désormais éligibles, quel que soit le maître d'ouvrage, à hauteur de 40 % en zone rurale et de 20 % en zone urbaine lorsque la collectivité réalise le même effort financier.

¹ Le dispositif réglementaire relatif au FISAC repose sur les textes de référence suivants :

- Article 4 de la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, modifié par l'article 35 – III de la loi de finances pour 2003.
- Décret n° 2003-107 du 5 février 2003 relatif au fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce.
- Arrêté du 13 février 2003 pris pour l'application du décret n° 2003-107 du 5 février 2003 relatif au fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce.
- Circulaire du 17 février 2003 relative au fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce.

Cette réforme a été complétée par le décret n°2007-738 du 7 mai 2007 et par l'arrêté du 26 décembre 2007 :

- b) Désormais, dans le cadre des opérations individuelles réalisées en zone rurale, les dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises commerciales, artisanales et de services aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite sont prises en compte et financées à hauteur de 40 % de leur coût hors taxes, au même titre que les dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité ;
- a) De même, pour donner suite aux décisions du Comité interministériel des villes du 9 mars 2006, les nouvelles dispositions prévoient :
 - que le FISAC peut financer des opérations dans les zones franches urbaines dans les mêmes conditions que pour les opérations urbaines réalisées dans les zones urbaines sensibles ;
 - que le taux d'intervention est porté à 40 % pour les aides individuelles que l'Etat accorde aux personnes physiques ou morales de droit privé dont l'entreprise est implantée dans une zone urbaine sensible ou dans une zone franche urbaine ;
 - et que, lorsque l'opération se déroule dans l'une ou l'autre de ces zones, il n'est pas fait obligation aux collectivités territoriales concernées de participer au financement de ces aides individuelles.

Dans le prolongement de ce texte, l'arrêté susvisé du 26 décembre 2007 précise les conditions dans lesquelles des aides directes peuvent être accordées aux entreprises dans le cadre, d'une part, des opérations urbaines et, d'autre part, des opérations collectives de modernisation en milieu rural.

**PRESENTATION
DES DIFFERENTES
AIDES DU FISAC**

OPERATIONS URBAINES
(Communes de + 2000 habitants)

OPERATIONS COLLECTIVES
DE MODERNISATION EN MILIEU
RURAL
**(Pays, groupements de communes
rurales, bassins d'emploi ruraux)**

AIDES AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES

DEPENSES ELIGIBLES

FONCTIONNEMENT

- ◆ Etudes
- ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)
- ◆ Opérations collectives de communication et de promotion
- ◆ Opérations collectives d'animation

INVESTISSEMENT

- ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)
- ◆ Signalétique
- ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux
- ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air
- ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par EPARECA)

TAUX MAXIMA

- ◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)
- ◆ 20 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)

CONDITIONS

- ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité
- ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€
- ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet

AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

OPERATIONS URBAINES

- ◆ Rénovation de vitrines
- ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises
- ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite

**OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION
EN MILIEU RURAL**

- ◆ Rénovation de vitrines
- ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises
- ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité

TAUX MAXIMUM

- ◆ 20 %

CONDITIONS

- ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC
- ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 €
- ◆ L'aide du FISAC est plafonnée à 10 000 € par entreprise

OPERATIONS URBAINES
(Communes de + 2000 habitants)
dans les zones urbaines sensibles et dans
les zones franches urbaines

AIDES AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES

DEPENSES ELIGIBLES

FONCTIONNEMENT

- ◆ Etudes
- ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)
- ◆ Opérations collectives de communication et de promotion
- ◆ Opérations collectives d'animation

INVESTISSEMENT

- ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)
- ◆ Signalétique
- ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux
- ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air
- ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par EPARECA)

TAUX MAXIMA

- ❖ 80 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)
- ❖ 40 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)

CONDITIONS

- ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité
- ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€
- ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet

AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Rénovation de vitrines
- ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises
- ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité

TAUX MAXIMUM

- ◆ 40 %

CONDITIONS

- ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 €
- ◆ L'aide du FISAC est plafonnée à 20 000 € par entreprise

OPERATIONS RURALES
(Communes de - 2 000 habitants)

OPERATIONS INDIVIDUELLES

MAITRISE D'OUVRAGE PRIVEE

A DESTINATION DES ENTREPRISES EN MILIEU RURAL

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité
- ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite

TAUX MAXIMA

- ◆ 20 % pour les investissements matériels
- ◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite

MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité
- ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite
- ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)
- ◆ Aménagement des abords immédiats du commerce concerné, notamment pour en faciliter l'accès

TAUX MAXIMA

- ◆ 30 % POUR LES INVESTISSEMENTS MATERIELS
- ◆ 40 % POUR LES DEPENSES DE SECURISATION ET POUR CELLES VISANT A FAVORISER L'ACCESSIBILITE DES ENTREPRISES AUX PERSONNES HANDICAPEES ET AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE

CONDITIONS COMMUNES

- ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité
- ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 €
- ◆ Le montant de la dépense subventionnable ne peut être inférieur à 10 000 €
- ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre 2 opérations ayant le même objet

OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES

MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Signalétique
- ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité
- ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air
- ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité

TAUX MAXIMA

- ◆ 20 % jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)

CONDITIONS

- ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet

**PRESENTATION
DES MOYENS
MIS EN ŒUVRE
PAR LE FISAC**

I – COMPARAISONS 2007 - 2006

La dotation du FISAC avait été fixée initialement à 81,5 M€ en loi de finances pour 2007 (contre une dotation de 81,5 M€ en 2006, à laquelle il faut ajouter une dotation complémentaire de 9,55 M€ destinée à la mise en place d'un dispositif exceptionnel d'aide aux entreprises de La Réunion à la suite de l'épidémie provoquée par le chikungunya).

Après régulation budgétaire et redéploiements internes, les disponibilités pour 2007 ont représenté une somme de 70,4 M€ (contre 85,3 M€ en 2006). Les dotations 2006 et 2007 ont été complétées par le reliquat de crédits disponibles d'une année sur l'autre, qui inclut les réimputations sur le compte FISAC des crédits non utilisés par les bénéficiaires des subventions de ce fonds (7,8 M€ en 2006 et 13,8 M€ en 2007).

L'année 2007 a été marquée, d'une part, par la mobilisation des crédits du FISAC pour venir en aide aux entreprises de la Martinique et de la Guadeloupe sinistrées à la suite du passage du cyclone « Dean » et, d'autre part, par le lancement d'une étude d'évaluation des opérations collectives financées par ce Fonds.

1.1 - Les opérations territoriales (opérations urbaines, opérations rurales, études)

L'évolution des différentes catégories d'opérations territoriales en 2007 par rapport à 2006 se caractérise par la stabilité du nombre global de dossiers territoriaux reçus : s'agissant des opérations urbaines et rurales, 54,4 M€ ont été alloués par le FISAC à 722 opérations en 2007 (soit respectivement - 4 et - 5 % par rapport à 2006).

Alors que l'année 2005 avaient été marquée par l'apurement du stock considérable de dossiers enregistrés au cours de l'année 2004, l'année 2006 pouvait être regardée comme l'année où les délais d'instruction des dossiers avaient retrouvé un rythme normal. L'année 2007 a confirmé cette stabilisation. Au 31 décembre 2007, le nombre des dossiers en cours d'instruction s'élevait à 127 (153 en 2006).

Le délai moyen d'instruction par l'administration centrale est de 55 jours en 2007.

Cette instruction, grâce à la vigilance apportée à la définition des assiettes subventionnables et au choix des taux de subvention qui tiennent compte des effets prévisibles des opérations pour le commerce et du caractère éventuellement répétitif des opérations aidées, conduit à une réduction des aides allouées représentant 25 % des demandes formulées.

Les crédits consacrés aux opérations urbaines enregistrent pour la deuxième année consécutive une baisse. Ils s'élèvent à 30,15 M€ (dont 1,77 M€ pour l'aide aux quartiers en difficulté) pour 206 décisions contre 33,01 M€ et 231 décisions en 2006, soit une baisse de 8,7 % en montant et de 10,8 % en unités.

Les montants dévolus aux opérations rurales font, en revanche, apparaître une hausse puisqu'ils atteignent 24,26 M€ contre 23,7 M€ en 2006. Le nombre des décisions est cependant en légère diminution, s'élevant à 516 contre 531 en 2006.

Pour ce qui concerne les opérations rurales individuelles, le montant moyen des aides directes aux entreprises s'établit à 7 541 € en 2007 (contre 7 194 € en 2006).

Enfin, on observe une diminution du nombre des études préalables aux opérations collectives, qui ont été réalisées en 2007. 47 études ont été financées pour un coût total de 0,61 M€ contre 57 en 2006, leur coût s'élevant à 0,83 M€

I.2 - Les opérations nationales

Au titre des dispositifs spécifiques, les crédits du FISAC ont permis également de financer en 2007:

- le financement des conventions de développement économique passées avec les chambres de métiers et de l'artisanat. Une enveloppe de crédits de 13 M€ a été réservée à cet effet (12,7 M€ en 2006) ;
- la mise en place du dispositif d'aides aux entreprises commerciales, artisanales, libérales et de services sinistrées à la suite du passage du cyclone « Dean » à la Martinique et à la Guadeloupe. Une provision de 5 M€ a été constituée à cet effet ;
- un abondement, à hauteur de 3 741 000 € des fonds propres de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux (EPARECA) (3,8 M€ en 2006) ;
- les pôles d'innovation de l'artisanat (1,5 M€ contre 2,6 M€ en 2006) ;
- le dispositif de soutien aux commerces de biens culturels résultant de la convention triennale passée avec le ministre de la culture et de la communication en 2003 qui a été prorogé, en 2007, pour une nouvelle période de trois ans (2007-2008-2009). En 2007, 31 opérations ont été financées pour un montant de 0,49 M€ dans le cadre de l'enveloppe annuelle de 1 M€ prévue pour ces opérations (32 opérations en 2006 pour 0,64 M€) ;
- la mise en place d'une étude d'évaluation des opérations collectives du FISAC (179 400 €).

En 2006, le FISAC avait également financé :

- la mise en place de la seconde session du plan de dynamisation du commerce de proximité : 10 dossiers ont été retenus pour un montant global de 2,42 M€ ;
- la mise en place du dispositif d'aides aux entreprises de La Réunion victimes du chikungunya avec la constitution d'une provision de 9,55 M€. A la fin de l'année 2007, les aides accordées aux entreprises représentaient une somme de 2,6 M€ (2 267 dossiers aidés).

I-3 – Par collectivité territoriale.

❖ Les régions :

↗ les plus fortes consommatrices :

C'est la région Ile-de-France qui arrive en tête au titre des bénéficiaires (6,41 M€), suivie par les régions Rhône-Alpes (6,29 M€) et Aquitaine (5,46 M€).

Si l'on prend en compte le montant par habitant, les trois régions en tête en 2007 sont : le Limousin, suivi par la Corse et par la Franche-Comté. En 2006, le classement était le suivant : Limousin, Poitou-Charentes et Auvergne.

↖ les plus faibles consommatrices :

Ce sont les régions (hors DOM-TOM et Corse) Auvergne, Alsace et Bourgogne qui font le moins appel au FISAC. Les régions Champagne-Ardenne, Alsace et Picardie figuraient à ce classement en 2006.

En montant par habitant, le classement fait apparaître les régions Nord-Pas-de-Calais, Pays de la Loire et Ile-de-France. En 2006, les régions concernées étaient les régions Champagne-Ardenne, Alsace et Picardie.

❖ Les départements :

↗ Les plus forts consommateurs :

Les cinq départements en tête sont : les Pyrénées-Atlantiques, la Seine-et-Marne, les Alpes-Maritimes, le Pas-de-Calais et les Hauts-de-Seine. Seul le département de la Seine-et-Marne figurait dans le classement 2006. En montant par habitant, ce sont les départements de la Creuse, de la Haute-Saône, de la Haute-Corse, de l'Ariège et de l'Ardèche qui arrivent en tête.

↖ les plus faibles consommateurs :

Les départements les moins aidés (hors DOM-TOM) sont Paris, la Corse du Sud, les Alpes de Haute Provence, les Hautes-Pyrénées et l'Aude. En 2006, les départements concernés étaient les Alpes de Haute-Provence, la Marne, la Haute-Marne et la Lozère.

* *
*

Ces observations ne doivent pas être considérées comme un palmarès, car des facteurs multiples peuvent se combiner pour expliquer ces situations (délai de mise au point de projets, concentration sur certains types d'opération, dispersion géographique, situation économique locale). On peut d'ailleurs noter, d'une part, que ces constats ne se retrouvent pas d'une année sur l'autre et, d'autre part, que la taille des départements ou des régions ne constitue pas un élément toujours décisif dans l'explication du niveau d'appel aux crédits du FISAC.

II – BILAN GLOBAL SUR LA PERIODE 1992-2007.

Sur la période 1992-2007, le montant des aides allouées s'élève à 923,6 M€ pour 11 626 décisions attributives de subventions. La part relative aux dépenses d'investissement (489,8 M€) dépasse substantiellement celle afférente aux dépenses de fonctionnement (433,8 M€).

II-1 – Opérations conduites en milieu rural (communes de moins de 2 000 habitants).

En milieu rural, le FISAC peut intervenir, soit dans le cadre d'opérations individuelles (avec une commune ou un particulier), soit dans le cadre d'opérations collectives de modernisation (avec une communauté de communes, par exemple).

De façon générale, l'impact du FISAC en milieu rural paraît très positif dès lors qu'il contribue au maintien d'activités de première nécessité au bénéfice des habitants des zones de revitalisation.

Des aides directes, dont le montant est plafonné à 20 000 € peuvent être attribuées à des entrepreneurs individuels pour la modernisation de leur outil de travail, sous réserve que l'opération ne crée ni de distorsion de concurrence ni un enrichissement sans cause.

Globalement, 60 % des décisions prises durant cette période concernent le monde rural (soit 6 978 opérations). Par ailleurs, ces subventions en zone rurale représentent 25,8 % du total des aides attribuées depuis 1992, soit 238,1 M€

La répartition annuelle des subventions s'établit comme suit :

(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
0,73	6,9	9,5	7,8	10,3	9,3	10,5	11	14,3	9,3	10	19,3	29,9	28,2	23,7	24,2

En moyenne, sur les cinq dernières années, le montant moyen de l'aide directe aux entreprises s'élève à 7 087 €

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les cinq dernières années :

(en M€)

CATEGORIES D'OPERATIONS	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Opérations rurales individuelles	25 000	30 000	36 500	37 100	31 658	59 774
Opérations collectives de modernisation	106 000	135 000	164 500	172 722	147 875	142 651

Rapportées à une population de 15 142 876 habitants vivant en 2007 dans les communes de moins de 2 000 habitants, les aides du Fisac en milieu rural représentent approximativement 15,7 €/habitant pour la période 1992-2007 et 3,2 €/habitant en 2006 – 2007.

II-2 - Opérations conduites en milieu urbain.

L'objectif général de ces opérations est d'apporter une aide au montage de projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires, ces projets intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transports, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville...). Les fonds européens sont fréquemment sollicités dans ce cadre. Depuis 1992, ces opérations représentent près de 31,8 % des décisions prises durant cette période (soit 3 072 opérations) et 41,7 % du montant total des subventions avec 384,7 M€

Ces subventions se répartissent comme suit :
(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
5,1	8,5	8,9	9,4	23,2	19,3	29,5	29,3	37,9	24,3	27,1	26,2	31,2	38,6	33	30,1

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les cinq dernières années :

CATEGORIE D'OPERATION	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Opérations urbaines	115.000 €	125.000 €	144 000 €	131 000 €	142 900 €	146 339 €

Opérations urbaines FISAC 1992/2007 par taille de ville :

Nombre d'habitants	Montant de subvention (en €)	%	Population concernée	Montant moyen par habitant (en €)
2 000 à 5 000	54 263 191	14,11	8 396 383	6,5
5 000 à 15 000	105 250 238	27,36	10 299 297	10,2
15 000 à 30 000	77 015 470	20,02	7 483 600	10,3
Plus de 30 000	148 156 594	38,51	18 962 924	7,8
Total	384 685 493	100	45 142 204	8,5

Ce sont les villes de plus de 30 000 habitants qui ont bénéficié, en priorité, de ce dispositif (38,51 % du montant des subventions). Cela étant, l'effort du Fisac porte également sur les communes moyennes (communes de 5 000 à 30 000 habitants), dont les projets demeurent cohérents au regard des capacités financières d'intervention de ce fonds. On note à cet égard que le montant moyen par habitant concernant les villes de 5 000 à 15 000 habitants et celles de 15 000 à 30 000 habitants est pratiquement identique et qu'il est supérieur de 2,5 € au montant moyen par habitant concernant les villes de plus de 30 000 habitants.

L'impact du FISAC, de fait, est lié étroitement à l'échelle financière de l'opération et son « cœur de cible » en milieu urbain demeure les villes moyennes, même si certaines opérations conduites dans des villes de plus de 50 000 habitants peuvent s'avérer opportunes, comme par exemple celles ayant pour objet d'agir sur un quartier particulier, voire une artère, ou encore celles ayant pour objet de restructurer une halle.

Opérations urbaines FISAC 2006/2007 par taille de ville :

Nombre d'habitants	Montant de subvention (en €)	%	Population concernée	Montant moyen par habitant (en €)
2 000 à 5 000	9 091 706	14,84	8 396 383	1,1
5 000 à 15 000	17 605 533	28,75	10 299 297	1,7
15 000 à 30 000	11 935 579	19,49	7 483 600	1,6
Plus de 30 000	22 609 635	36,92	18 962 924	1,2
Total	61 242 453	100	45 142 204	1,4

Ce sont les villes de plus de 30 000 habitants qui bénéficient, en priorité, de ce dispositif (36,92 % du montant des subventions). Un effort marqué est également porté sur les communes de 5 000 à 15 000 habitants (28,75 %) et sur celles de 15 000 à 30 000 habitants (19,49 %) dont les projets demeurent cohérents au regard des capacités financières d'intervention du Fisac. On peut noter à cet égard que le montant moyen par habitant concernant ces dernières communes, (respectivement 1,7 et 1,6 €) est plus élevé que celui des communes de 2 000 à 5 000 habitants et que celui des communes de plus de 30 000 habitants (respectivement 1,1 et 1,2 €).

II - 3 Opérations nationales.

Outre les actions de soutien au développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat et des organisations professionnelles nationales de l'artisanat, le FISAC contribue, notamment, à financer des opérations visant à venir en aide aux commerçants et aux artisans victimes de catastrophes naturelles, sanitaires ou accidentelles (remplacement de l'outil de production, pertes d'exploitation), et des opérations visant à favoriser la diffusion de biens culturels. Il participe également au financement d'études de faisabilité et d'études préalables à des opérations collectives. Enfin, les pôles d'innovation de l'artisanat reçoivent une aide de l'Etat pour leur fonctionnement courant.

Les provisions constituées dans le cadre d'opérations exceptionnelles s'établissent comme suit :
(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
4,4	3,8	3,8	5,8	10,2	6	12,1	6,05	32 (1)	5	13,7	1,7 (2)	14,3	8,9	9,55 (3)	5 (4)

(1) Année exceptionnelle : tempêtes et inondations.

(2) Les provisions constituées pour indemniser les entreprises fruitières et légumières victimes du gel d'avril 2003, les entreprises victimes de la tornade du 15 juillet 2003 dans les Landes, ainsi que les entreprises sinistrées lors des inondations de décembre 2003 dans le sud de la France sont comptabilisées au titre de l'année 2004, les estimations correspondantes n'ayant pas été établies avant le 31 décembre 2003. Les provisions ont fait l'objet de décisions ministérielles à hauteur de 9,4 M€ en 2004.

(3) et (4) En 2006, 9,55 M€ ont été consacrés à la mise en place d'un dispositif d'aides aux entreprises ayant dû diminuer ou interrompre leur activité à la suite de l'épidémie provoquée par le chikungunya à La Réunion. La provision ainsi constituée devait permettre de prendre en charge les éventuelles conséquences d'une recrudescence de l'épidémie en 2007 et lors des années suivantes. L'épidémie ayant été jugulée, la provision a été ramenée à 4,55 M€ et le reliquat de 5 M€ a été réimputé sur le FISAC. Cette réaffectation a permis la constitution d'une nouvelle provision de 5 M€ destinée à indemniser les entreprises sinistrées à la suite du passage du cyclone Dean à la Martinique et à la Guadeloupe.

* *
* *

Au total, sur les cinq dernières années, on peut estimer qu'au sein des opérations rurales et urbaines, une part de l'ordre de 20 à 25 %, a été consacrée à des actions s'inscrivant dans une politique nationale (halles et marchés, animateurs de centre-ville, commerces multiservices), où l'action volontariste de l'Etat a suscité, renforcé ou infléchi des choix locaux de manière déterminante. Ainsi, la mise aux normes de halles et de marchés, bien qu'obligatoire en vertu de directives communautaires et de réglementations nationales, a été délibérément soutenue. Il en va de même pour l'animation des centres-villes (dont le financement incombe pourtant au premier titre aux commerçants eux-mêmes) ou pour les multiservices (dont l'offre étendue a été soutenue au-delà de la satisfaction spontanée des besoins locaux sur l'une des composantes de l'offre commerciale).

Au titre des opérations nationales, le FISAC assure le financement des actions de développement économique menées par les chambres de métiers et de l'artisanat. 13 M€ ont été consacrés à ces actions en 2007 (cf. fiche p. 25).

Le FISAC contribue au financement de l'EPARECA qui intervient au profit des centres commerciaux dégradés installés en ZUS. Au titre de l'année 2007, une dotation de 3 741 000 € lui a été attribuée (cf. fiche p. 26).

Le FISAC est intervenu au profit des pôles d'innovation de l'artisanat pour un coût de 1,5 M€ (cf. fiche p. 29).

Enfin, au titre du dispositif de soutien aux commerces de biens culturels, le FISAC a financé au cours de l'année 2007 31 opérations pour un coût de 488 572 €, le coût moyen de chaque dossier représentant une somme de 15 760 € (cf. tableaux p. 30).

III – LA GESTION DES FONDS PAR LE RSI.

Une convention relative à la gestion des fonds du FISAC a été passée avec l'ORGANIC le 11 avril 2003. En effet, l'ORGANIC, qui est devenue depuis le 1^{er} juillet 2006 le RSI (Régime Social des Indépendants), assure le paiement des aides en conformité avec la réglementation applicable en l'espèce et les instructions données par la DCASPL.

IV - EVALUATION

Depuis plusieurs années, la DCASPL réalise une enquête visant notamment à mesurer le taux de survie des entreprises aidées par le FISAC dans le cadre des opérations individuelles en milieu rural. A trois ans, le taux de pérennité s'élève en moyenne à 94 % et à 5 ans à 83 %.

En 2007, une étude d'évaluation des opérations collectives financées par le FISAC (opérations urbaines, opérations collectives de modernisation) a été confiée, après appel d'offre, à un prestataire extérieur. Le rapport d'évaluation portant sur 15 opérations sera remis à la fin du premier semestre 2008. Le prestataire est également chargé de préparer une grille d'évaluation ayant vocation à être renseignée par les collectivités bénéficiaires de subventions lorsque l'opération sera terminée. Les premiers résultats de cette étude mettent en évidence les effets positifs des interventions du FISAC et fournissent des observations utiles pour une optimisation des choix opérationnels des maîtres d'ouvrage.

En moyenne, le FISAC finance 22 % du coût des opérations, soit un effet de levier de près de 5, la participation des collectivités territoriales représentant environ 54 % et celle des entreprises 13 % (le solde est apporté par divers autres financeurs dont l'Europe et les chambres consulaires).

**ELEMENTS
COMPLEMENTAIRES
D'INFORMATION SUR LES
OPERATIONS NATIONALES
ET TERRITORIALES**

PART DES CO-FINANCEURS (Opérations territoriales)
Décisions du 10/10/2007 au 31/12/2007

Budget prévisionnel total pour cette période 110 806 184
 Nombre de décisions : 311

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POURCENTAGE
Fisac	23 388 935	21,1 %
Etat	1 456 522	1,3 %
Europe	613 791	0,5 %
Entreprises	14 425 415	13 %
Chambres consulaires	366 072	0,3 %
Autres	9 865 905	8,9 %
Collectivités territoriales		
Commune	44 273 143	40 %
Département	7 074 870	6,4 %
Région	6 909 640	6,2 %
EPCI	1 599 912	1,4 %
Totaux	109 974 205	99,2 %

Les pages suivantes détaillent les budgets prévisionnels des opérations territoriales en fonction de leur type.

PART DES CO-FINANCEURS PAR TYPE D'OPERATIONS TERRITORIALES
Décisions du 10/10/2007 au 31/12/2007

Budget prévisionnel total des opérations pour cette période 110 806 185
 Nombre de décisions : 311

TYPE D'OPERATION : OPERATIONS URBAINES

Nombre de décisions : 70
Coût Prévu : 62 668 632

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POURCENTAGE
Fisac	14 375 840	22,9 %
Etat	414 564	0,6 %
Europe	142 500	0,2 %
Entreprises	2 847 200	4,5 %
Chambres consulaires	291 374	0,5 %
Autres	3 790 083	6 %

Collectivités territoriales

Commune	34 928 165	55,7 %
Département	2 315 951	3,7 %
Région	2 685 840	4,3 %
EPCI	887 020	1,4 %
Totaux	62 678 535	100 %

TYPE D'OPERATION : ETUDES

Nombre de décisions : 16
Coût Prévu : 542 920

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POURCENTAGE
Fisac	246 049	45,3 %
Etat	10 757	2 %
Chambres consulaires	7 200	1,3 %
Autres	17 450	3,2 %

Collectivités territoriales

Commune	132 013	24,3 %
Département	90 330	16,6 %
Région	20 148	3,7 %
EPCI	18 973	3,5 %
Totaux	542 920	100 %

TYPE D'OPERATION : OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES

Nombre de décisions : 179
Coût Prévu : 27 428 054

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POURCENTAGE
Fisac	6 375 988	23,2 %
Etat	800 189	2,9 %
Europe	394 093	1,4 %
Entreprises	3 319 774	12,1 %
Autres	4 221 293	15,4 %

Collectivités territoriales

Commune	6 312 529	23 %
Département	3 019 850	11 %
Région	2 618 055	9,6 %
EPCI	229 726	0,8 %
Totaux	27 291 497	99,5 %

TYPE D'OPERATION : OPERATIONS D'AMENAGEMENT
DANS LES COMMUNES RURALES

Nombre de décisions : 14
Coût Prévu : 3 963 720

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POURCENTAGE
Fisac	693 010	17,5 %
Etat	231 013	5,8 %
Europe	15 000	0,4 %
Autres	756 180	19,1 %
Collectivités territoriales		
Commune	1 385 088	34,9 %
Département	662 649	16,7 %
Région	120 789	3 %
EPCI	100 000	2,5 %
Totaux	3 963 729	100 %

Etude d'évaluation des opérations urbaines

Dans le prolongement de l'enquête annuelle effectuée sur les opérations rurales individuelles, un cahier des charges pour une évaluation des autres catégories d'opérations territoriales (opérations urbaines, opérations collectives de modernisation en milieu rural) que finance le FISAC a été rédigé. Des cabinets d'étude ont été mis en concurrence pour préciser la méthodologie d'enquête ainsi que les choix des secteurs d'investigation et l'un d'entre eux a été retenu en septembre 2007.

Au travers de cette étude, le Ministère de l'Economie des Finances et de l'Emploi souhaite disposer d'éléments d'information sur les résultats des actions financées par les crédits du FISAC afin d'apprécier l'efficacité de leur mise en œuvre, ainsi que leur impact effectif sur le fonctionnement commercial local, en distinguant le volet fonctionnement du volet investissement.

Les objectifs du rapport d'évaluation, réalisé pour chaque opération sélectionnée, puis synthétisé pour en faire ressortir les grandes lignes, et en particulier pour mettre en évidence les éléments explicatifs des opérations considérées comme réussies, sont :

- de rechercher si les actions retenues dans le programme aidé étaient bien définies et correctement dimensionnées au regard des objectifs poursuivis,
- d'évaluer l'efficacité des actions engagées et leurs effets positifs sur l'activité commerciale locale,
- d'élaborer un projet de grille d'évaluation que les porteurs de projet devront renseigner à l'avenir à l'issue de l'opération aidée.

Ne disposant pas dans la plupart des cas d'une vision avant opération, la démarche d'évaluation retenue a été construite sur une vision a posteriori sur la base de l'analyse de 15 opérations (dont 2 opérations collectives de modernisation, 2 opérations de restructuration de halles ou marché couvert et 1 opération réalisée en zone urbaine sensible) sélectionnées à partir :

- d'une répartition géographique homogène sur le territoire national,
- d'une ventilation par tranche de population (commune de moins de 10 000 habitants, entre 10 000 et 30 000 habitants, plus de 30 000 habitants) pour les opérations collectives urbaines.

La démarche a été répartie en deux temps :

- une première phase de construction méthodologique appuyée par l'analyse de 5 opérations qui a fait l'objet d'une première réunion du Comité de pilotage intervenue le 7 novembre 2007 avec des représentants de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI), de l'Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat (APCMA), de la Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT) et 3 délégués régionaux au commerce et à l'artisanat (DRCA).

Les cinq premières opérations concernées sont :

1 OCM : Pays Sologne Val Sud dans le Loiret,

1 marché : Fouras en Charente –Maritime,

1 opération en ZUS : centre commercial Kennedy à Créteil dans le Val de Marne,

1 opération collective urbaine de moins de 30 000 habitants : Bourg lès Valence dans la Drôme,

1 opération urbaine de plus de 30 000 habitants : Antibes dans les Alpes Maritimes.

- Une seconde phase d'ajustement et de validation appuyée par l'analyse de 10 opérations supplémentaires qui a fait l'objet d'une deuxième réunion du Comité de pilotage le 11 février 2008 avec la participation, outre des représentants présents au premier comité de pilotage, des représentants de l'Association des Maires de France (AMF).

L'analyse des cinq premières opérations, qui a fait l'objet d'un rapport intermédiaire, sans donner une vision complète permet d'ores et déjà de retenir la contribution du FISAC comme un élément fédérateur d'un partenariat entre les acteurs locaux et territoriaux, autour d'un projet commun. Elle contribue à la prise en compte du commerce dans la stratégie territoriale des communes ou territoires. Pour les opérations urbaines, elle constitue même une sorte de « label » pour des démarches de réflexion et de dynamisation commerciale d'un territoire, et en particulier de centre-ville. Ceci étant, l'exemple de Bourg-les-Valence, mais aussi dans un sens celui d'Antibes Juan-les-Pins, montre la difficulté à gérer « l'après FISAC », tout particulièrement pour les Associations de commerçants, qui passent d'un cofinancement amplifié (du fait de l'apport du FISAC) à un autofinancement limité (pour l'essentiel).

Il importe également de souligner que l'évaluation des effets propres de l'intervention du FISAC s'est avérée dans un cas délicate en raison de l'impact de certains facteurs extérieurs susceptibles d'avoir une incidence sur le développement local du commerce comme le dynamisme démographique et la transformation de la population résidente.

ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES CHAMBRES DE METIERS ET DE L'ARTISANAT

L'Etat apporte un cofinancement aux actions de développement économique menées en faveur des entreprises artisanales par le réseau consulaire des métiers (chambres régionales, départementales et locales de métiers et de l'artisanat) ainsi que par l'assemblée permanente des chambres de métiers (APCM). Ce dispositif est organisé par la circulaire du 23 décembre 2002 modifiée par la circulaire du 20 avril 2005.

Les actions éligibles sont constituées de prestations collectives ou individuelles fournies aux entreprises artisanales dans cinq domaines d'action ; elles contribuent à l'essor de l'artisanat, au maintien du tissu économique et des entreprises sur les territoires, au développement durable et local ainsi qu'à la promotion de l'emploi.

En 2007, la dotation totale imputée sur les crédits du FISAC et attribuée au réseau consulaire des métiers a été fixée à 13 M€

En euros	2007
CRMA et CMA	12 818 000
APCM	182 000
<i>TOTAL réseau consulaire</i>	<i>13 000 000</i>

L'année 2007 a en outre permis de conduire dans trois régions (Auvergne, pays de la Loire et Rhône-Alpes) une expérimentation ayant pour but de tester la mise en place d'une convention unique de développement économique conclue entre l'Etat et la chambre régionale de métiers et de l'artisanat pour le financement de ces actions.

Cette convention précisant les termes d'un contrat d'objectifs régionaux déclinés au niveau de chaque département a permis aux chambres de métiers et de l'artisanat de chacune des trois régions expérimentales d'organiser leurs services de développement économique respectifs de façon concertée et mutualisée c'est à dire plus efficace pour conduire ces actions. Au delà de l'optimisation des ressources, ce dispositif avait également pour objectif de contribuer à la démarche de « bonne gouvernance » et de « transparence » demandée aux réseaux consulaires des métiers et, plus généralement, de susciter l'émergence d'un véritable esprit de réseau au bénéfice des entreprises.

Pour faciliter la mise en place de ce dispositif expérimental dans les trois régions nouvellement entrées, les subventions ont été réévaluées de +10% par rapport au montant qui leur avait été attribué en 2006.

D'après les données de bilan disponibles pour 2006, l'affectation de la dotation totale (12,5 M€ hors APCM) entre les domaines d'actions tend à se recentrer vers deux priorités :

- la création, transmission et reprise d'entreprises : 68% de la dotation ;
- la promotion des actions en faveur du développement durable (environnement, énergies renouvelables, maîtrise de l'énergie, maîtrise des risques, hygiène, santé...) : 18% de la dotation.

Parallèlement, les trois autres domaines éligibles perdent de l'importance, mais :

- la promotion de l'utilisation des TIC (7% de la dotation 2006) pourrait être re-dynamisée par l'introduction du dispositif « Passeport pour l'économie numérique » pour la diffusion de l'image des TIC dans les très petites entreprises ;
- les démarches Qualité et de certification de services (5% de la dotation) pourraient être relancées par une plus large diffusion du dispositif CAPEA ;
- la promotion de l'exportation et du développement des entreprises à l'international (1% en 2006 pour sa première année d'éligibilité), semble bénéficier d'un intérêt croissant en 2007.

L'EPARECA

1/ Un instrument d'intervention de l'Etat en faveur de la cohésion économique et sociale des quartiers en difficulté.

L'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA), créé par la loi du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, constitue une forme originale et exceptionnelle d'intervention économique de l'Etat au profit des centres commerciaux dégradés, dans le cadre de la politique nationale de revitalisation des quartiers en difficulté.

Au titre de l'année 2007, ce sont 3,7 M€ qui ont été mobilisés sur les crédits du FISAC. Les besoins de financement pour 2008 sont évalués à 9,8 M€ pour répondre à la montée en charge progressive de l'activité de l'Etablissement : la décision du Comité interministériel des villes (CIV) du 9 mars 2006 a prévu le triplement à terme du rythme d'intervention de l'Etablissement

2/ Des premiers résultats déjà visibles qui devraient s'affirmer dans les toutes prochaines années.

Depuis l'année 2000, l'EPARECA a été saisi par 224 villes de 275 demandes d'interventions : sur les 35 opérations réalisées ou en cours, 4 centres ont été réhabilités et revendus ; 17 autres sont en exploitation totale ou partielle et 14 sont en cours de restructuration. Pour la seule année 2007, ont été recensées 20 nouvelles saisines, 16 mises en études, 5 opérations de restructuration et 1 mise en exploitation.

Les opérations réalisées ont indéniablement contribué à l'amélioration de la vie quotidienne des populations concernées et leur impact en termes d'emplois mérite d'être souligné : 509 emplois maintenus ou préservés et 470 créés à fin 2006.

CYCLONE DEAN

a) Dispositif en faveur des entreprises financé par le FISAC

Par décision du 17 septembre 2007, une provision de 5 M€ a été constituée sur les crédits du FISAC pour venir en aide aux entreprises commerciales, artisanales, libérales et de services sinistrées à la suite du passage du Cyclone « Dean » dans les régions de la Martinique et de la Guadeloupe.

La circulaire du 12 septembre 2007 fixe les conditions dans lesquelles les entreprises concernées peuvent être admises au bénéfice d'une aide exceptionnelle :

- Sont concernées par ce dispositif les entreprises commerciales, artisanales ou de services (y compris les professionnels libéraux) sinistrées, régulièrement assurées, dont le dernier chiffre d'affaires annuel hors taxes est inférieur à 0,8 M€. A titre exceptionnel, le dispositif peut être ouvert pour des motifs d'ordre humanitaire aux entreprises non assurées, créées depuis moins de 2 ans, sous réserve que l'aide attribuée soit effectivement de nature à restaurer le fonctionnement de l'entreprise et que cette dernière transmette une attestation d'assurance pour l'avenir ;
- L'aide qui est accordée est destinée à la remise en état de l'outil de travail et à faciliter le retour à une activité économique normale ; elle est déterminée sur la base du préjudice réel et certain ;
- Le montant de cette aide prend en compte, sur production de justificatifs :
 - les dépenses d'investissement liées à la restauration des locaux et de l'outil de travail dans la limite d'un plafond fixé, par entreprise, à 8 000 € ;
 - l'indemnisation des pertes d'exploitation pour un montant maximum de 2 000 € par entreprise.
- Le montant cumulé pour une même entreprise de l'aide du FISAC, des indemnités versées, le cas échéant, pour le même objet par les assurances et de toute autre aide financière à caractère public ou privé ne peut excéder le montant du préjudice matériel constaté.

La procédure d'attribution des aides est déconcentrée à l'échelon de la région. Est institué à cet effet un comité régional d'examen des demandes d'aides, présidé par le préfet. Ce comité est composé du TPG, du directeur des services fiscaux, du DRCA, de représentants des chambres consulaires, du conseil régional et du conseil général.

L'aide est attribuée par le préfet sur proposition du comité.

Au vu des décisions visées et transmises par le préfet, le Régime social des Indépendants (RSI) verse directement les aides aux entreprises bénéficiaires.

b) Dossiers concernés

a) Martinique

Selon les renseignements communiqués par la DRCA, il avait été estimé que près de 500 entreprises auraient pu demander à bénéficier d'une aide au titre du FISAC. Les dossiers se répartissent comme suit :

- 285 dossiers en provenance de la chambre de commerce et d'industrie de la Martinique(entreprises commerciales, tourisme, services)
- 50 dossiers en provenance de la chambre de métiers et de l'artisanat (entreprises artisanales) ;
- 60 dossiers potentiels en provenance du syndicat des transporteurs de bananes (non enregistrés à ce jour à la CCIM);
- 100 dossiers de pêcheurs (sous réserve que les intéressés soient immatriculés au registre du commerce).

Cependant, au 29 février 2008, seules 86 entreprises ont été admises au bénéfice d'une aide et les aides attribuées représentent une somme totale de 278 733 €. Le montant moyen des aides attribuées représente à ce jour une somme d'environ 3 200 €, il est donc probable que la provision constituée sera consommée dans des proportions moindres que celles initialement prévues.

b) Guadeloupe

7 entreprises ont été admises au bénéfice d'une aide. Les aides attribuées représentent au total une somme de 53 000 € (47 000 € au titre des préjudices matériels et 6 000 € au titre des pertes d'exploitation).

Les pôles d'innovation pour les petites entreprises

Face aux évolutions rapides des marchés liées au développement de la technologie, aux changements dans les modes de consommation ou à l'apparition de nouvelles exigences de la société, les petites entreprises se trouvent dans la nécessité d'innover mais elles ne disposent pas toujours des moyens appropriés pour y parvenir seules.

Pour les y aider, la DCASPL, avec l'appui de l'Institut Supérieur des Métiers (ISM), a entrepris de renforcer son soutien aux "pôles d'innovation pour les petites entreprises". Actuellement au nombre d'une vingtaine, ces pôles couvrent des domaines variés, allant de la fabrication et la réparation des agroéquipements ou de l'instrumentation musicale aux métiers de bouche et à l'imprimerie en passant par les techniques multimédias. Ils permettent aux entreprises de rompre leur isolement en nouant des relations et des partenariats avec le monde de la recherche, favorisant ainsi leur intégration dans des maillages économiques cohérents.

Ces centres de ressources, adossés aux réseaux consulaires et professionnels ou à des établissements de formation professionnelle et labellisés par le ministère chargé des PME au titre d'une spécialité, ont essentiellement pour mission d'assurer, dans leur domaine d'intervention, la liaison avec les centres de compétences, la recherche de solutions adaptées à la petite entreprise, la diffusion des connaissances et des pratiques nouvelles et l'assistance directe des entreprises. En 2007, un nouveau pôle d'innovation spécialisé dans la "restauration du patrimoine bâti" a été labellisé.

La DCASPL s'est engagée, au profit des pôles d'innovation, dans la mise en place de contrats d'objectifs pluriannuels. Un effort financier particulier en leur faveur a été réalisé à cette fin, une dotation de 1,5 M€ supplémentaires a été ouverte en 2007 afin de compléter les 5,8 M€ déjà engagés pour la période triennale en cours couvrant les exercices 2006 - 2008.

OPERATIONS DE SOUTIEN AUX COMMERCES DE BIENS CULTURELS

Année 2007

LIBRAIRIES			
Type d'opération	Nombre d'opérations	Montant des subventions attribuées	Montant moyen des subventions
Création	10	162 548	16 255
Modernisation	18	306 696	17 039
TOTAL	28	469 244	16 759

DISQUAIRES			
Type d'opération	Nombre d'opérations	Montant des subventions attribuées	Montant moyen des subventions
Création	0	0	0
Restructuration	3	19 328	6 443
TOTAL	3	19 328	6 443

TOTAL			
Type d'opération	Nombre d'opérations	Montant des subventions attribuées	Montant moyen des subventions
Création	10	162 548	16 255
Restructuration	21	326 024	15 525
TOTAL	31	488 572	15 760

METHODOLOGIE

Les données présentées dans ce rapport correspondent à l'état des opérations aidées par le FISAC en 2007. Les données utilisées sont celles disponibles à la date du 31 janvier 2008.

Les opérations urbaines et rurales de l'année 2007 sont comptabilisées au titre de cette période dès lorsqu'elles ont été soumises à la signature du ministre.

Les différents types d'opération ont été regroupées pour obtenir une classification simple :

- opérations rurales pour les communes de moins de 2 000 habitants ;
- opérations urbaines au-delà de ce seuil, pour les projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires dans le cadre d'opérations intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transport, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville,...) ;
- actions de développement économique des Chambres de Métiers et de l'Artisanat ;
- actions en faveur de la diffusion de biens culturels ;
- « divers » concernant les actions pour lesquelles le FISAC est sollicité au titre des catastrophes naturelles ou accidentelles, pour des opérations sectorielles ou encore pour la réalisation d'études préalables aux opérations urbaines.

Le cumul des opérations depuis l'origine du FISAC présente les opérations pour leur montant définitif (opérations soldées) et pour leur montant engagé (opérations en cours).

Sur la période 1992-2007, le nombre total des opérations réalisées sur un périmètre départemental, ou infra départemental s'élève à 11 364.

Dans un périmètre régional, ou infra régional, il passe à 11 459 compte tenu des actions régionales spécifiques telles que les programmes régionaux des métiers d'art ou encore des opérations sectorielles menées à l'échelon régional.

Globalement, au plan national, on dénombre 11 626 décisions car viennent s'ajouter des opérations de natures diverses, sectorielles ou répondant à l'urgence comme les catastrophes naturelles.

Au niveau des régions et des départements, trois présentations sont effectuées, afin de mieux apprécier les différences entre collectivités, chaque présentation étant effectuée pour l'année 2007 et pour l'ensemble de la période 1992-2007 :

- classement alphabétique ;
- classement en fonction du montant des subventions accordées ;
- classement en fonction du montant de subvention rapporté à la population de la collectivité.

FISAC
Année 2007

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATIONS
POUR L'ANNEE 2007
(en euros)**

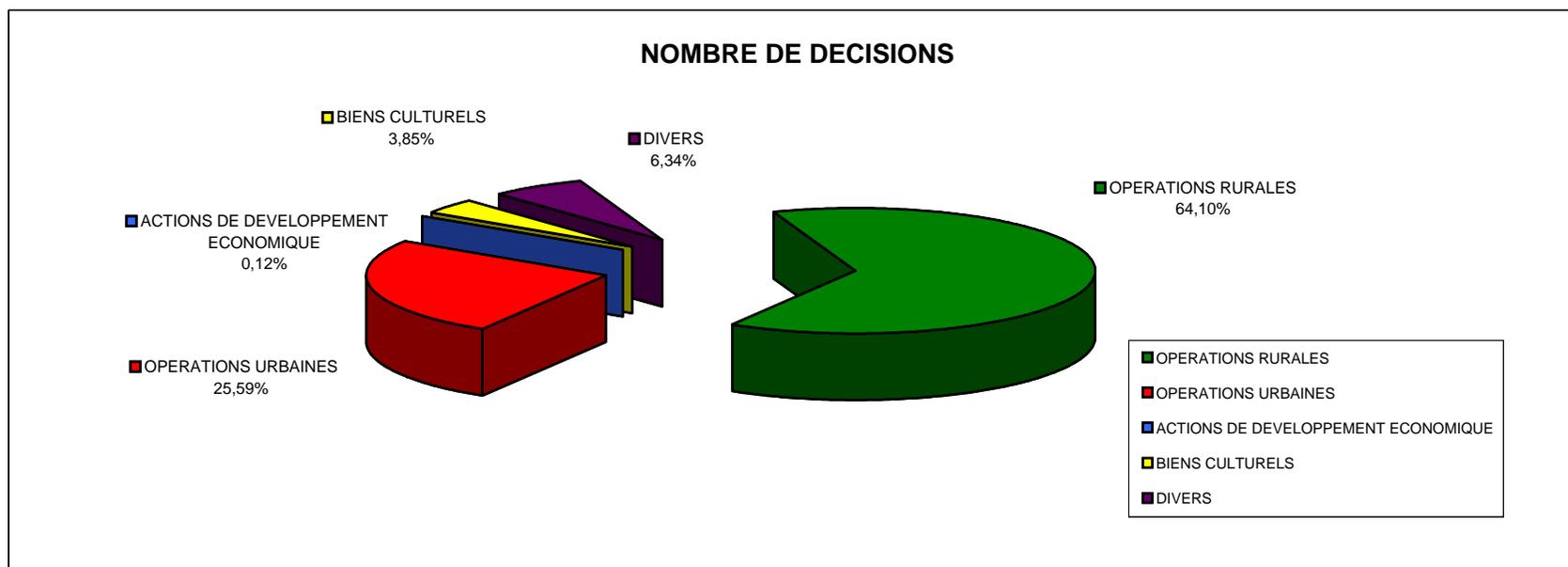
TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	516	2 016 886	22 242 436	24 259 322
OPERATIONS URBAINES	206	7 196 075	22 949 670	30 145 745
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	1	13 000 000	0	13 000 000
BIENS CULTURELS	31	20 800	469 715	490 515
DIVERS *	51	11 027 786	0	11 027 786
TOTAL	805	33 261 547	45 661 821	78 923 368

(*) Opérations nationales diverses dont :

- Aide exceptionnelle cyclone Dean
- dotation de l' EPARECA
- Pôles d'innovation à l'artisanat
- étude d'évaluation des opérations Fisac
- études préalables

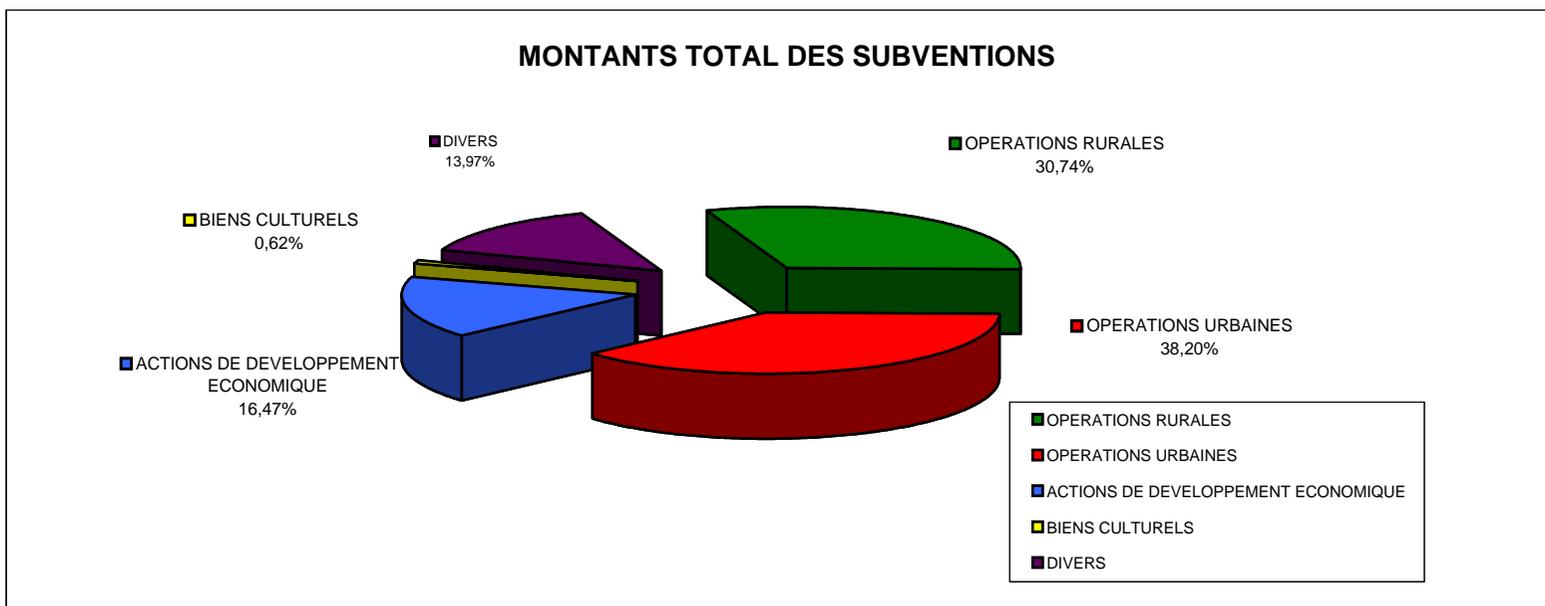
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION
POUR L'ANNEE 2007
(nombre de décisions)**

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	516
OPERATIONS URBAINES	206
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	1
BIENS CULTURELS	31
DIVERS	51
TOTAL	805



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION
POUR L'ANNEE 2007
(en euros)**

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	24 259 322
OPERATIONS URBAINES	30 145 745
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	13 000 000
BIENS CULTURELS	490 515
DIVERS	11 027 786
TOTAL	78 923 368



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE
en 2007**

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
Opérations rurales				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	15 159 372	0	15 159 372	422
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	6 989 899	1 970 666	5 019 233	49
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	2 110 051	46 220	2 063 831	45
Opérations urbaines				
OPERATIONS URBAINES	30 145 745	7 196 075	22 949 670	206
dont AIDE AUX QUARTIERS EN DIFFICULTE	1 774 249	285 322	1 488 927	5
Actions de développement économique des chambres de métiers				
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	13 000 000	13 000 000	0	1
Divers				
ACTIONS COLLECTIVES SPECIFIQUES NATIONALES	10 241 000	10 241 000	0	3
BIENS CULTURELS	490 515	20 800	469 715	31
ETUDES	607 386	607 386	0	47
ETUDE D'EVALUATION DES OPERATIONS FISAC	179 400	179 400	0	1
TOTAL	78 923 368	33 261 547	45 661 821	805

Présentation
par
région

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2007
(classement alphabétique)

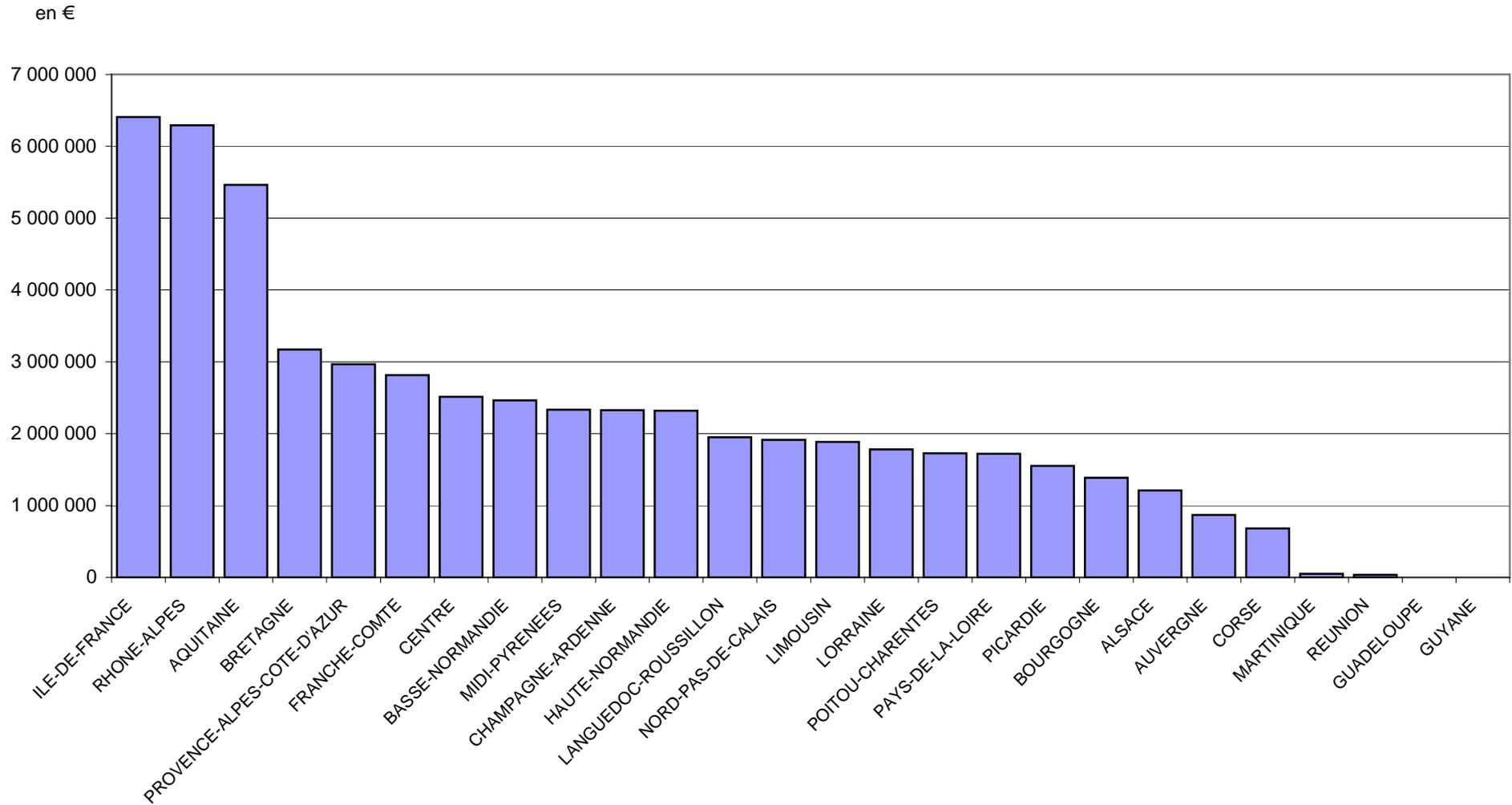
REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	1 209 784	309 625	900 159	18	1 734 145	0,70
AQUITAINE	5 461 479	1 190 510	4 270 969	72	2 908 359	1,88
AUVERGNE	868 195	229 507	638 688	25	1 308 878	0,66
BASSE-NORMANDIE	2 464 732	173 110	2 291 622	56	1 422 193	1,73
BOURGOGNE	1 386 330	202 456	1 183 874	38	1 610 067	0,86
BRETAGNE	3 171 123	482 886	2 688 237	50	2 906 197	1,09
CENTRE	2 515 732	205 021	2 310 711	40	2 440 329	1,03
CHAMPAGNE-ARDENNE	2 328 438	303 543	2 024 895	19	1 342 363	1,73
CORSE	682 205	157 000	525 205	3	260 196	2,62
FRANCHE-COMTE	2 814 963	805 271	2 009 692	35	1 117 059	2,52
GAUDELLOUPE	0	0	0	0	422 496	0,00
GUYANE	0	0	0	0	157 300	0,00
HAUTE-NORMANDIE	2 321 745	243 394	2 078 351	35	1 780 192	1,30
ILE-DE-FRANCE	6 407 457	1 163 041	5 244 416	49	10 952 011	0,59
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 948 440	63 290	1 885 150	32	2 295 648	0,85
LIMOUSIN	1 886 453	349 925	1 536 528	22	710 939	2,65
LORRAINE	1 782 019	395 192	1 386 827	20	2 310 376	0,77
MARTINIQUE	51 578	35 578	16 000	1	381 427	0,14
MIDI-PYRENEES	2 333 525	521 211	1 812 314	45	2 551 687	0,91
NORD-PAS-DE-CALAIS	1 912 650	548 569	1 364 081	35	3 996 588	0,48
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 720 573	67 707	1 652 866	28	3 222 061	0,53
PICARDIE	1 553 123	292 039	1 261 084	18	1 857 481	0,84
POITOU-CHARENTES	1 726 279	15 000	1 711 279	34	1 640 068	1,05
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	2 965 728	780 570	2 185 158	21	4 506 151	0,66
REUNION	35 000	0	35 000	1	705 100	0,05
RHONE-ALPES	6 291 092	1 560 735	4 730 357	106	5 645 407	1,11
TOTAL	55 838 643	10 095 180	45 743 463	803		

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2007

(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ILE-DE-FRANCE	6 407 457	1 163 041	5 244 416	49	10 952 011	0,59
RHONE-ALPES	6 291 092	1 560 735	4 730 357	106	5 645 407	1,11
AQUITAINE	5 461 479	1 190 510	4 270 969	72	2 908 359	1,88
BRETAGNE	3 171 123	482 886	2 688 237	50	2 906 197	1,09
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	2 965 728	780 570	2 185 158	21	4 506 151	0,66
FRANCHE-COMTE	2 814 963	805 271	2 009 692	35	1 117 059	2,52
CENTRE	2 515 732	205 021	2 310 711	40	2 440 329	1,03
BASSE-NORMANDIE	2 464 732	173 110	2 291 622	56	1 422 193	1,73
MIDI-PYRENEES	2 333 525	521 211	1 812 314	45	2 551 687	0,91
CHAMPAGNE-ARDENNE	2 328 438	303 543	2 024 895	19	1 342 363	1,73
HAUTE-NORMANDIE	2 321 745	243 394	2 078 351	35	1 780 192	1,30
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 948 440	63 290	1 885 150	32	2 295 648	0,85
NORD-PAS-DE-CALAIS	1 912 650	548 569	1 364 081	35	3 996 588	0,48
LIMOUSIN	1 886 453	349 925	1 536 528	22	710 939	2,65
LORRAINE	1 782 019	395 192	1 386 827	20	2 310 376	0,77
POITOU-CHARENTES	1 726 279	15 000	1 711 279	34	1 640 068	1,05
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 720 573	67 707	1 652 866	28	3 222 061	0,53
PICARDIE	1 553 123	292 039	1 261 084	18	1 857 481	0,84
BOURGOGNE	1 386 330	202 456	1 183 874	38	1 610 067	0,86
ALSACE	1 209 784	309 625	900 159	18	1 734 145	0,70
AUVERGNE	868 195	229 507	638 688	25	1 308 878	0,66
CORSE	682 205	157 000	525 205	3	260 196	2,62
MARTINIQUE	51 578	35 578	16 000	1	381 427	0,14
REUNION	35 000	0	35 000	1	705 100	0,05
GUADELOUPE	0	0	0	0	422 496	0,00
GUYANE	0	0	0	0	157 300	0,00
TOTAL	55 838 643	10 095 180	45 743 463	803		

**Montant cumulé des subventions FISAC
par région en 2007
(en euros)**

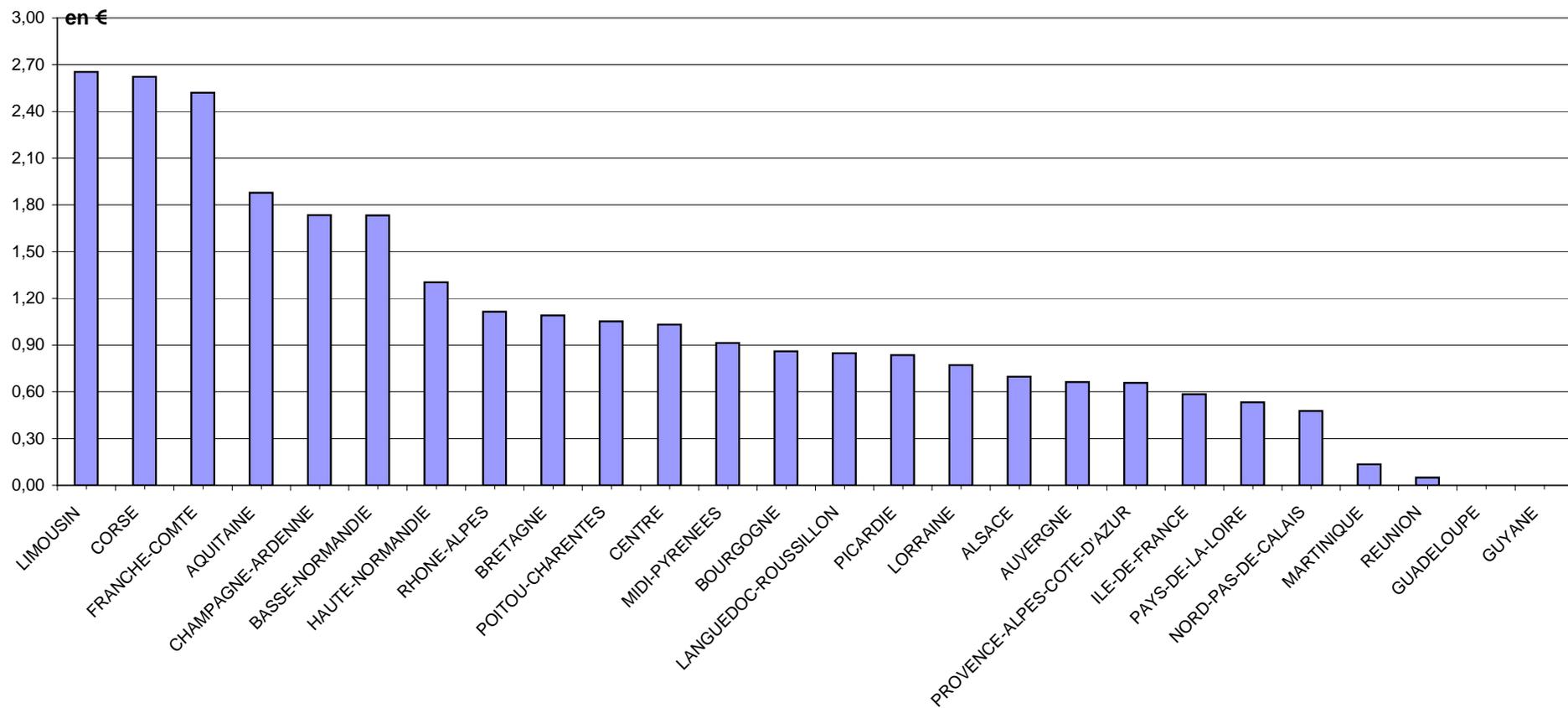


REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2007

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LIMOUSIN	1 886 453	349 925	1 536 528	22	710 939	2,65
CORSE	682 205	157 000	525 205	3	260 196	2,62
FRANCHE-COMTE	2 814 963	805 271	2 009 692	35	1 117 059	2,52
AQUITAINE	5 461 479	1 190 510	4 270 969	72	2 908 359	1,88
CHAMPAGNE-ARDENNE	2 328 438	303 543	2 024 895	19	1 342 363	1,73
BASSE-NORMANDIE	2 464 732	173 110	2 291 622	56	1 422 193	1,73
HAUTE-NORMANDIE	2 321 745	243 394	2 078 351	35	1 780 192	1,30
RHONE-ALPES	6 291 092	1 560 735	4 730 357	106	5 645 407	1,11
BRETAGNE	3 171 123	482 886	2 688 237	50	2 906 197	1,09
POITOU-CHARENTES	1 726 279	15 000	1 711 279	34	1 640 068	1,05
CENTRE	2 515 732	205 021	2 310 711	40	2 440 329	1,03
MIDI-PYRENEES	2 333 525	521 211	1 812 314	45	2 551 687	0,91
BOURGOGNE	1 386 330	202 456	1 183 874	38	1 610 067	0,86
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 948 440	63 290	1 885 150	32	2 295 648	0,85
PICARDIE	1 553 123	292 039	1 261 084	18	1 857 481	0,84
LORRAINE	1 782 019	395 192	1 386 827	20	2 310 376	0,77
ALSACE	1 209 784	309 625	900 159	18	1 734 145	0,70
AUVERGNE	868 195	229 507	638 688	25	1 308 878	0,66
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	2 965 728	780 570	2 185 158	21	4 506 151	0,66
ILE-DE-FRANCE	6 407 457	1 163 041	5 244 416	49	10 952 011	0,59
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 720 573	67 707	1 652 866	28	3 222 061	0,53
NORD-PAS-DE-CALAIS	1 912 650	548 569	1 364 081	35	3 996 588	0,48
MARTINIQUE	51 578	35 578	16 000	1	381 427	0,14
REUNION	35 000	0	35 000	1	705 100	0,05
GUADELOUPE	0	0	0	0	422 496	0,00
GUYANE	0	0	0	0	157 300	0,00
TOTAL	55 838 643	10 095 180	45 743 463	803		

**Subventions FISAC
par région en 2007
(montant par habitant)**



**Présentation
par
département**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2007
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	1 021 649	102 492	919 157	26	515 270	1,98
AISNE	02	693 711	82 557	611 154	7	535 842	1,29
ALLIER	03	495 553	105 125	390 428	7	344 721	1,44
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	0	0	0	0	139 561	0,00
HAUTES-ALPES	05	293 482	16 775	276 707	4	121 419	2,42
ALPES-MARITIMES	06	1 361 546	315 356	1 046 190	6	1 011 326	1,35
ARDECHE	07	995 838	27 593	968 245	18	286 023	3,48
ARDENNES	08	822 758	112 696	710 062	4	290 130	2,84
ARIEGE	09	515 296	168 065	347 231	5	137 205	3,76
AUBE	10	135 280	24 500	110 780	3	292 131	0,46
AUDE	11	18 077	0	18 077	2	309 770	0,06
AVEYRON	12	522 436	169 155	353 281	10	263 808	1,98
BOUCHES-DU-RHONE	13	965 168	351 240	613 928	7	1 835 719	0,53
CALVADOS	14	574 939	54 870	520 069	10	648 385	0,89
CANTAL	15	104 867	0	104 867	4	150 778	0,70
CHARENTE	16	198 424	0	198 424	12	339 628	0,58
CHARENTE-MARITIME	17	500 251	0	500 251	9	557 024	0,90
CHER	18	191 424	0	191 424	4	314 428	0,61
CORREZE	19	722 488	164 192	558 296	9	232 576	3,11
CORSE-DU-SUD	2A	0	0	0	0	118 593	0,00
HAUTE-CORSE	2B	682 205	157 000	525 205	3	141 603	4,82
COTE-D'OR	21	504 409	61 819	442 590	15	506 755	1,00
COTES-D'ARMOR	22	534 276	0	534 276	12	542 373	0,99
CREUSE	23	718 681	89 880	628 801	7	124 470	5,77
DORDOGNE	24	959 316	140 571	818 745	13	388 293	2,47
DOUBS	25	462 171	51 350	410 821	9	499 062	0,93
DROME	26	533 989	183 816	350 173	8	437 778	1,22
EURE	27	1 289 747	89 525	1 200 222	15	541 054	2,38
EURE-ET-LOIR	28	406 892	60 860	346 032	4	407 665	1,00

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2007
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
FINISTERE	29	935 601	62 654	872 947	11	852 418	1,10
GARD	30	375 780	0	375 780	6	623 125	0,60
HAUTE-GARONNE	31	462 398	55 000	407 398	6	1 046 338	0,44
GERS	32	236 423	110 691	125 732	5	172 335	1,37
GIRONDE	33	1 246 182	313 737	932 445	18	1 287 334	0,97
HERAULT	34	1 087 128	57 290	1 029 838	10	896 441	1,21
ILLE-ET-VILAINE	35	918 579	334 983	583 596	17	867 533	1,06
INDRE	36	770 797	95 486	675 311	15	231 139	3,33
INDRE-ET-LOIRE	37	950 604	48 675	901 929	12	554 003	1,72
ISERE	38	1 141 081	493 391	647 690	20	1 094 006	1,04
JURA	39	820 590	174 223	646 367	9	250 857	3,27
LANDES	40	860 709	113 175	747 534	13	327 334	2,63
LOIR-ET-CHER	41	172 752	0	172 752	4	314 968	0,55
LOIRE	42	700 955	168 318	532 637	8	728 524	0,96
HAUTE-LOIRE	43	130 357	0	130 357	11	209 113	0,62
LOIRE-ATLANTIQUE	44	438 929	0	438 929	4	1 134 266	0,39
LOIRET	45	23 263	0	23 263	1	618 126	0,04
LOT	46	302 666	0	302 666	7	160 197	1,89
LOT-ET-GARONNE	47	318 715	4 550	314 165	11	305 380	1,04
LOZERE	48	127 108	0	127 108	4	73 509	1,73
MAINE-ET-LOIRE	49	209 311	750	208 561	7	732 942	0,29
MANCHE	50	919 370	0	919 370	16	481 471	1,91
MARNE	51	980 033	83 781	896 252	7	565 229	1,73
HAUTE-MARNE	52	390 367	82 566	307 801	5	194 873	2,00
MAYENNE	53	328 462	5 644	322 818	7	285 338	1,15
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	361 050	154 921	206 129	5	713 779	0,51
MEUSE	55	242 095	25 828	216 267	3	192 198	1,26
MORBIHAN	56	782 667	85 249	697 418	10	643 873	1,22
MOSELLE	57	991 251	214 443	776 808	9	1 023 447	0,97
NIEVRE	58	32 088	12 200	19 888	3	225 198	0,14

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2007
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
NORD	59	559 500	192 118	367 382	7	2 555 020	0,22
OISE	60	824 186	194 732	629 454	9	766 441	1,08
ORNE	61	970 423	118 240	852 183	30	292 337	3,32
PAS-DE-CALAIS	62	1 353 150	356 451	996 699	28	1 441 568	0,94
PUY-DE-DOME	63	137 418	124 382	13 036	3	604 266	0,23
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	2 076 557	618 477	1 458 080	17	600 018	3,46
HAUTES-PYRENEES	65	16 202	0	16 202	2	222 368	0,07
PYRENEES-ORIENTALES	66	340 347	6 000	334 347	10	392 803	0,87
BAS-RHIN	67	772 233	223 321	548 912	12	1 026 120	0,75
HAUT-RHIN	68	437 551	86 304	351 247	6	708 025	0,62
RHONE	69	502 681	116 226	386 455	8	1 578 869	0,32
HAUTE-SAONE	70	1 290 385	445 836	844 549	15	229 732	5,62
SAONE-ET-LOIRE	71	462 639	83 973	378 666	10	544 893	0,85
SARTHE	72	176 158	0	176 158	5	529 851	0,33
SAVOIE	73	929 007	294 622	634 385	6	373 258	2,49
HAUTE-SAVOIE	74	465 892	174 277	291 615	12	631 679	0,74
PARIS	75	0	0	0	0	2 125 246	0,00
SEINE-MARITIME	76	1 031 998	153 869	878 129	20	1 239 138	0,83
SEINE-ET-MARNE	77	1 500 790	177 064	1 323 726	14	1 193 767	1,26
YVELINES	78	1 056 794	102 132	954 662	10	1 354 304	0,78
DEUX-SEVRES	79	663 385	15 000	648 385	6	344 392	1,93
SOMME	80	35 226	14 750	20 476	2	555 551	0,06
TARN	81	191 209	0	191 209	7	343 402	0,56
TARN-ET-GARONNE	82	86 895	18 300	68 595	3	206 034	0,42
VAR	83	236 338	77 949	158 389	2	898 441	0,26
VAUCLUSE	84	109 194	19 250	89 944	2	499 685	0,22
VENDEE	85	567 713	61 313	506 400	5	539 664	1,05
VIENNE	86	364 219	0	364 219	7	399 024	0,91
HAUTE-VIENNE	87	445 284	95 853	349 431	6	353 893	1,26
VOSGES	88	187 623	0	187 623	3	380 952	0,49

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2007
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
YONNE	89	387 194	44 464	342 730	10	333 221	1,16
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	241 817	133 862	107 955	2	137 408	1,76
ESSONNE	91	859 011	26 942	832 069	3	1 134 238	0,76
HAUTS-DE-SEINE	92	1 332 625	632 546	700 079	10	1 428 881	0,93
SEINE-SAINT-DENIS	93	800 727	87 763	712 964	4	1 382 861	0,58
VAL-DE-MARNE	94	334 231	114 831	219 400	3	1 227 250	0,27
VAL-D'OISE	95	523 279	21 763	501 516	5	1 105 464	0,47
GUADELOUPE	971	0	0	0	0	422 496	0,00
MARTINIQUE	972	51 578	35 578	16 000	1	381 427	0,14
GUYANE	973	0	0	0	0	157 213	0,00
REUNION	974	35 000	0	35 000	1	706 300	0,05
TOTAL		55 838 643	10 095 180	45 743 463	803		

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2007
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	2 076 557	618 477	1 458 080	17	600 018	3,46
SEINE-ET-MARNE	77	1 500 790	177 064	1 323 726	14	1 193 767	1,26
ALPES-MARITIMES	06	1 361 546	315 356	1 046 190	6	1 011 326	1,35
PAS-DE-CALAIS	62	1 353 150	356 451	996 699	28	1 441 568	0,94
HAUTS-DE-SEINE	92	1 332 625	632 546	700 079	10	1 428 881	0,93
HAUTE-SAONE	70	1 290 385	445 836	844 549	15	229 732	5,62
EURE	27	1 289 747	89 525	1 200 222	15	541 054	2,38
GIRONDE	33	1 246 182	313 737	932 445	18	1 287 334	0,97
ISERE	38	1 141 081	493 391	647 690	20	1 094 006	1,04
HERAULT	34	1 087 128	57 290	1 029 838	10	896 441	1,21
YVELINES	78	1 056 794	102 132	954 662	10	1 354 304	0,78
SEINE-MARITIME	76	1 031 998	153 869	878 129	20	1 239 138	0,83
AIN	01	1 021 649	102 492	919 157	26	515 270	1,98
ARDECHE	07	995 838	27 593	968 245	18	286 023	3,48
MOSELLE	57	991 251	214 443	776 808	9	1 023 447	0,97
MARNE	51	980 033	83 781	896 252	7	565 229	1,73
ORNE	61	970 423	118 240	852 183	30	292 337	3,32
BOUCHES-DU-RHONE	13	965 168	351 240	613 928	7	1 835 719	0,53
DORDOGNE	24	959 316	140 571	818 745	13	388 293	2,47
INDRE-ET-LOIRE	37	950 604	48 675	901 929	12	554 003	1,72
FINISTERE	29	935 601	62 654	872 947	11	852 418	1,10
SAVOIE	73	929 007	294 622	634 385	6	373 258	2,49
MANCHE	50	919 370	0	919 370	16	481 471	1,91
ILLE-ET-VILAINE	35	918 579	334 983	583 596	17	867 533	1,06
LANDES	40	860 709	113 175	747 534	13	327 334	2,63
ESSONNE	91	859 011	26 942	832 069	3	1 134 238	0,76
OISE	60	824 186	194 732	629 454	9	766 441	1,08
ARDENNES	08	822 758	112 696	710 062	4	290 130	2,84
JURA	39	820 590	174 223	646 367	9	250 857	3,27
SEINE-SAINT-DENIS	93	800 727	87 763	712 964	4	1 382 861	0,58

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2007
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
MORBIHAN	56	782 667	85 249	697 418	10	643 873	1,22
BAS-RHIN	67	772 233	223 321	548 912	12	1 026 120	0,75
INDRE	36	770 797	95 486	675 311	15	231 139	3,33
CORREZE	19	722 488	164 192	558 296	9	232 576	3,11
CREUSE	23	718 681	89 880	628 801	7	124 470	5,77
LOIRE	42	700 955	168 318	532 637	8	728 524	0,96
AISNE	02	693 711	82 557	611 154	7	535 842	1,29
HAUTE-CORSE	2B	682 205	157 000	525 205	3	141 603	4,82
DEUX-SEVRES	79	663 385	15 000	648 385	6	344 392	1,93
CALVADOS	14	574 939	54 870	520 069	10	648 385	0,89
VENDEE	85	567 713	61 313	506 400	5	539 664	1,05
NORD	59	559 500	192 118	367 382	7	2 555 020	0,22
COTES-D'ARMOR	22	534 276	0	534 276	12	542 373	0,99
DROME	26	533 989	183 816	350 173	8	437 778	1,22
VAL-D'OISE	95	523 279	21 763	501 516	5	1 105 464	0,47
AVEYRON	12	522 436	169 155	353 281	10	263 808	1,98
ARIEGE	09	515 296	168 065	347 231	5	137 205	3,76
COTE-D'OR	21	504 409	61 819	442 590	15	506 755	1,00
RHONE	69	502 681	116 226	386 455	8	1 578 869	0,32
CHARENTE-MARITIME	17	500 251	0	500 251	9	557 024	0,90
ALLIER	03	495 553	105 125	390 428	7	344 721	1,44
HAUTE-SAVOIE	74	465 892	174 277	291 615	12	631 679	0,74
SAONE-ET-LOIRE	71	462 639	83 973	378 666	10	544 893	0,85
HAUTE-GARONNE	31	462 398	55 000	407 398	6	1 046 338	0,44
DOUBS	25	462 171	51 350	410 821	9	499 062	0,93
HAUTE-VIENNE	87	445 284	95 853	349 431	6	353 893	1,26
LOIRE-ATLANTIQUE	44	438 929	0	438 929	4	1 134 266	0,39
HAUT-RHIN	68	437 551	86 304	351 247	6	708 025	0,62
EURE-ET-LOIR	28	406 892	60 860	346 032	4	407 665	1,00
HAUTE-MARNE	52	390 367	82 566	307 801	5	194 873	2,00

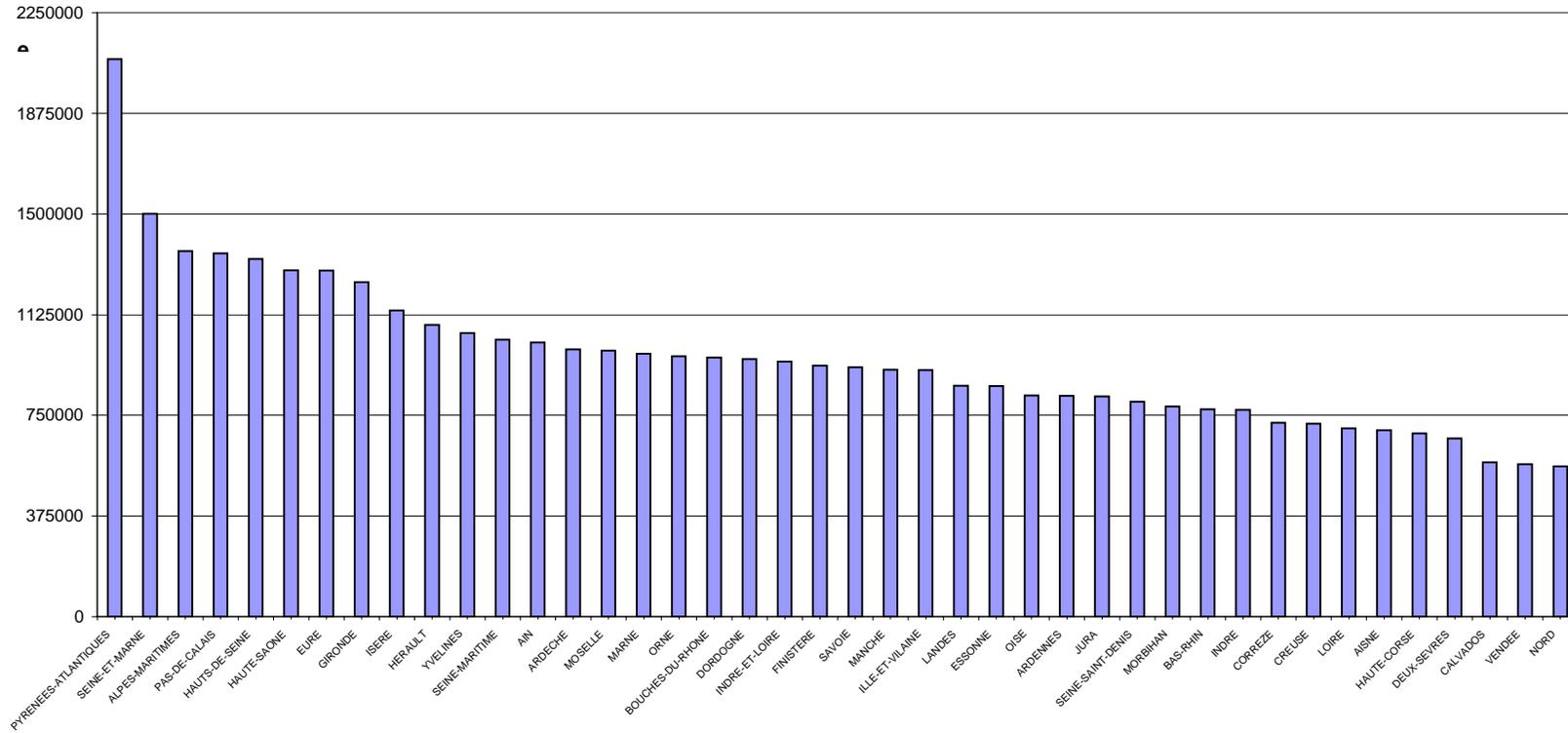
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2007
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
YONNE	89	387 194	44 464	342 730	10	333 221	1,16
GARD	30	375 780	0	375 780	6	623 125	0,60
VIENNE	86	364 219	0	364 219	7	399 024	0,91
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	361 050	154 921	206 129	5	713 779	0,51
PYRENEES-ORIENTALES	66	340 347	6 000	334 347	10	392 803	0,87
VAL-DE-MARNE	94	334 231	114 831	219 400	3	1 227 250	0,27
MAYENNE	53	328 462	5 644	322 818	7	285 338	1,15
LOT-ET-GARONNE	47	318 715	4 550	314 165	11	305 380	1,04
LOT	46	302 666	0	302 666	7	160 197	1,89
HAUTES-ALPES	05	293 482	16 775	276 707	4	121 419	2,42
MEUSE	55	242 095	25 828	216 267	3	192 198	1,26
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	241 817	133 862	107 955	2	137 408	1,76
GERS	32	236 423	110 691	125 732	5	172 335	1,37
VAR	83	236 338	77 949	158 389	2	898 441	0,26
MAINE-ET-LOIRE	49	209 311	750	208 561	7	732 942	0,29
CHARENTE	16	198 424	0	198 424	12	339 628	0,58
CHER	18	191 424	0	191 424	4	314 428	0,61
TARN	81	191 209	0	191 209	7	343 402	0,56
VOSGES	88	187 623	0	187 623	3	380 952	0,49
SARTHE	72	176 158	0	176 158	5	529 851	0,33
LOIR-ET-CHER	41	172 752	0	172 752	4	314 968	0,55
PUY-DE-DOME	63	137 418	124 382	13 036	3	604 266	0,23
AUBE	10	135 280	24 500	110 780	3	292 131	0,46
HAUTE-LOIRE	43	130 357	0	130 357	11	209 113	0,62
LOZERE	48	127 108	0	127 108	4	73 509	1,73
VAUCLUSE	84	109 194	19 250	89 944	2	499 685	0,22
CANTAL	15	104 867	0	104 867	4	150 778	0,70
TARN-ET-GARONNE	82	86 895	18 300	68 595	3	206 034	0,42
MARTINIQUE	972	51 578	35 578	16 000	1	381 427	0,14
SOMME	80	35 226	14 750	20 476	2	555 551	0,06

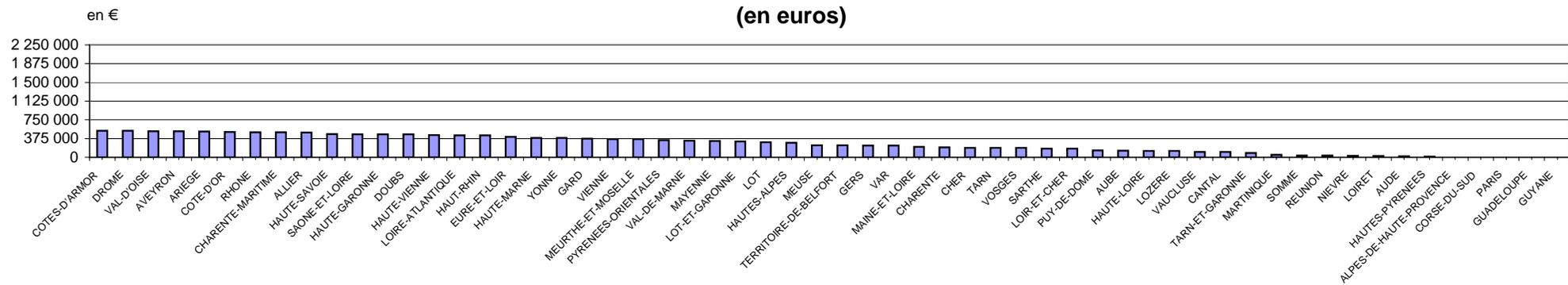
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2007
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
REUNION	974	35 000	0	35 000	1	706 300	0,05
NIEVRE	58	32 088	12 200	19 888	3	225 198	0,14
LOIRET	45	23 263	0	23 263	1	618 126	0,04
AUDE	11	18 077	0	18 077	2	309 770	0,06
HAUTES-PYRENEES	65	16 202	0	16 202	2	222 368	0,07
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	0	0	0	0	139 561	0,00
CORSE-DU-SUD	2A	0	0	0	0	118 593	0,00
PARIS	75	0	0	0	0	2 125 246	0,00
GUADELOUPE	971	0	0	0	0	422 496	0,00
GUYANE	973	0	0	0	0	157 213	0,00
TOTAL		55 838 643	10 095 180	45 743 463	803		

**Montant cumulé des subventions FISAC
par département en 2007
(en euros)**



Montant cumulé des subventions FISAC par département en 2007 (en euros)



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2007

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CREUSE	23	718 681	89 880	628 801	7	124 470	5,77
HAUTE-SAONE	70	1 290 385	445 836	844 549	15	229 732	5,62
HAUTE-CORSE	2B	682 205	157 000	525 205	3	141 603	4,82
ARIEGE	09	515 296	168 065	347 231	5	137 205	3,76
ARDECHE	07	995 838	27 593	968 245	18	286 023	3,48
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	2 076 557	618 477	1 458 080	17	600 018	3,46
INDRE	36	770 797	95 486	675 311	15	231 139	3,33
ORNE	61	970 423	118 240	852 183	30	292 337	3,32
JURA	39	820 590	174 223	646 367	9	250 857	3,27
CORREZE	19	722 488	164 192	558 296	9	232 576	3,11
ARDENNES	08	822 758	112 696	710 062	4	290 130	2,84
LANDES	40	860 709	113 175	747 534	13	327 334	2,63
SAVOIE	73	929 007	294 622	634 385	6	373 258	2,49
DORDOGNE	24	959 316	140 571	818 745	13	388 293	2,47
HAUTES-ALPES	05	293 482	16 775	276 707	4	121 419	2,42
EURE	27	1 289 747	89 525	1 200 222	15	541 054	2,38
HAUTE-MARNE	52	390 367	82 566	307 801	5	194 873	2,00
AIN	01	1 021 649	102 492	919 157	26	515 270	1,98
AVEYRON	12	522 436	169 155	353 281	10	263 808	1,98
DEUX-SEVRES	79	663 385	15 000	648 385	6	344 392	1,93
MANCHE	50	919 370	0	919 370	16	481 471	1,91
LOT	46	302 666	0	302 666	7	160 197	1,89
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	241 817	133 862	107 955	2	137 408	1,76
MARNE	51	980 033	83 781	896 252	7	565 229	1,73
LOZERE	48	127 108	0	127 108	4	73 509	1,73
INDRE-ET-LOIRE	37	950 604	48 675	901 929	12	554 003	1,72
ALLIER	03	495 553	105 125	390 428	7	344 721	1,44
GERS	32	236 423	110 691	125 732	5	172 335	1,37
ALPES-MARITIMES	06	1 361 546	315 356	1 046 190	6	1 011 326	1,35
AISNE	02	693 711	82 557	611 154	7	535 842	1,29

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2007

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
MEUSE	55	242 095	25 828	216 267	3	192 198	1,26
HAUTE-VIENNE	87	445 284	95 853	349 431	6	353 893	1,26
SEINE-ET-MARNE	77	1 500 790	177 064	1 323 726	14	1 193 767	1,26
DROME	26	533 989	183 816	350 173	8	437 778	1,22
MORBIHAN	56	782 667	85 249	697 418	10	643 873	1,22
HERAULT	34	1 087 128	57 290	1 029 838	10	896 441	1,21
YONNE	89	387 194	44 464	342 730	10	333 221	1,16
MAYENNE	53	328 462	5 644	322 818	7	285 338	1,15
FINISTERE	29	935 601	62 654	872 947	11	852 418	1,10
OISE	60	824 186	194 732	629 454	9	766 441	1,08
ILLE-ET-VILAINE	35	918 579	334 983	583 596	17	867 533	1,06
VENDEE	85	567 713	61 313	506 400	5	539 664	1,05
LOT-ET-GARONNE	47	318 715	4 550	314 165	11	305 380	1,04
ISERE	38	1 141 081	493 391	647 690	20	1 094 006	1,04
EURE-ET-LOIR	28	406 892	60 860	346 032	4	407 665	1,00
COTE-D'OR	21	504 409	61 819	442 590	15	506 755	1,00
COTES-D'ARMOR	22	534 276	0	534 276	12	542 373	0,99
MOSELLE	57	991 251	214 443	776 808	9	1 023 447	0,97
GIRONDE	33	1 246 182	313 737	932 445	18	1 287 334	0,97
LOIRE	42	700 955	168 318	532 637	8	728 524	0,96
PAS-DE-CALAIS	62	1 353 150	356 451	996 699	28	1 441 568	0,94
HAUTS-DE-SEINE	92	1 332 625	632 546	700 079	10	1 428 881	0,93
DOUBS	25	462 171	51 350	410 821	9	499 062	0,93
VIENNE	86	364 219	0	364 219	7	399 024	0,91
CHARENTE-MARITIME	17	500 251	0	500 251	9	557 024	0,90
CALVADOS	14	574 939	54 870	520 069	10	648 385	0,89
PYRENEES-ORIENTALES	66	340 347	6 000	334 347	10	392 803	0,87
SAONE-ET-LOIRE	71	462 639	83 973	378 666	10	544 893	0,85
SEINE-MARITIME	76	1 031 998	153 869	878 129	20	1 239 138	0,83
YVELINES	78	1 056 794	102 132	954 662	10	1 354 304	0,78

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2007

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

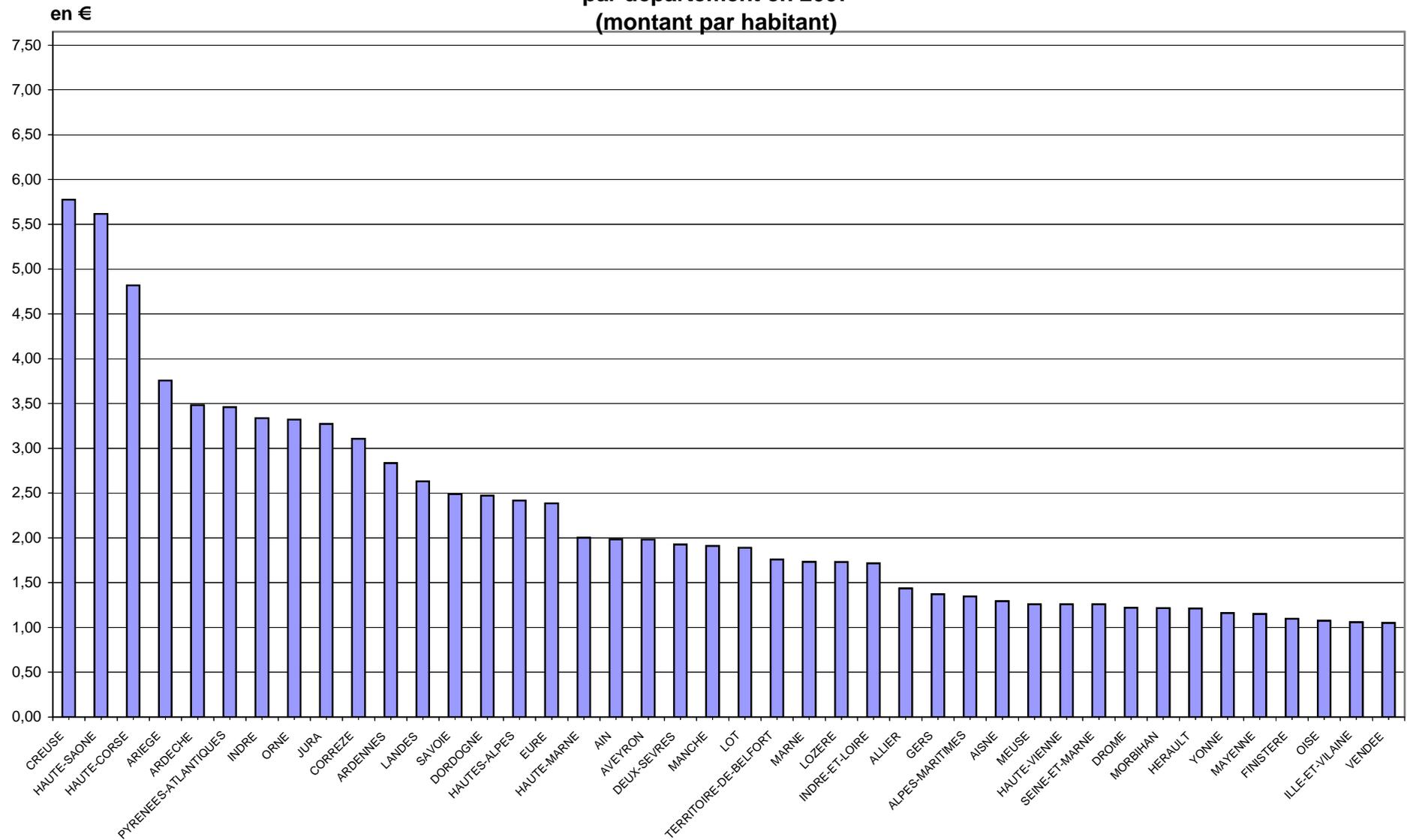
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ESSONNE	91	859 011	26 942	832 069	3	1 134 238	0,76
BAS-RHIN	67	772 233	223 321	548 912	12	1 026 120	0,75
HAUTE-SAVOIE	74	465 892	174 277	291 615	12	631 679	0,74
CANTAL	15	104 867	0	104 867	4	150 778	0,70
HAUTE-LOIRE	43	130 357	0	130 357	11	209 113	0,62
HAUT-RHIN	68	437 551	86 304	351 247	6	708 025	0,62
CHER	18	191 424	0	191 424	4	314 428	0,61
GARD	30	375 780	0	375 780	6	623 125	0,60
CHARENTE	16	198 424	0	198 424	12	339 628	0,58
SEINE-SAINT-DENIS	93	800 727	87 763	712 964	4	1 382 861	0,58
TARN	81	191 209	0	191 209	7	343 402	0,56
LOIR-ET-CHER	41	172 752	0	172 752	4	314 968	0,55
BOUCHES-DU-RHONE	13	965 168	351 240	613 928	7	1 835 719	0,53
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	361 050	154 921	206 129	5	713 779	0,51
VOSGES	88	187 623	0	187 623	3	380 952	0,49
VAL-D'OISE	95	523 279	21 763	501 516	5	1 105 464	0,47
AUBE	10	135 280	24 500	110 780	3	292 131	0,46
HAUTE-GARONNE	31	462 398	55 000	407 398	6	1 046 338	0,44
TARN-ET-GARONNE	82	86 895	18 300	68 595	3	206 034	0,42
LOIRE-ATLANTIQUE	44	438 929	0	438 929	4	1 134 266	0,39
SARTHE	72	176 158	0	176 158	5	529 851	0,33
RHONE	69	502 681	116 226	386 455	8	1 578 869	0,32
MAINE-ET-LOIRE	49	209 311	750	208 561	7	732 942	0,29
VAL-DE-MARNE	94	334 231	114 831	219 400	3	1 227 250	0,27
VAR	83	236 338	77 949	158 389	2	898 441	0,26
PUY-DE-DOME	63	137 418	124 382	13 036	3	604 266	0,23
NORD	59	559 500	192 118	367 382	7	2 555 020	0,22
VAUCLUSE	84	109 194	19 250	89 944	2	499 685	0,22
NIEVRE	58	32 088	12 200	19 888	3	225 198	0,14
MARTINIQUE	972	51 578	35 578	16 000	1	381 427	0,14

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2007

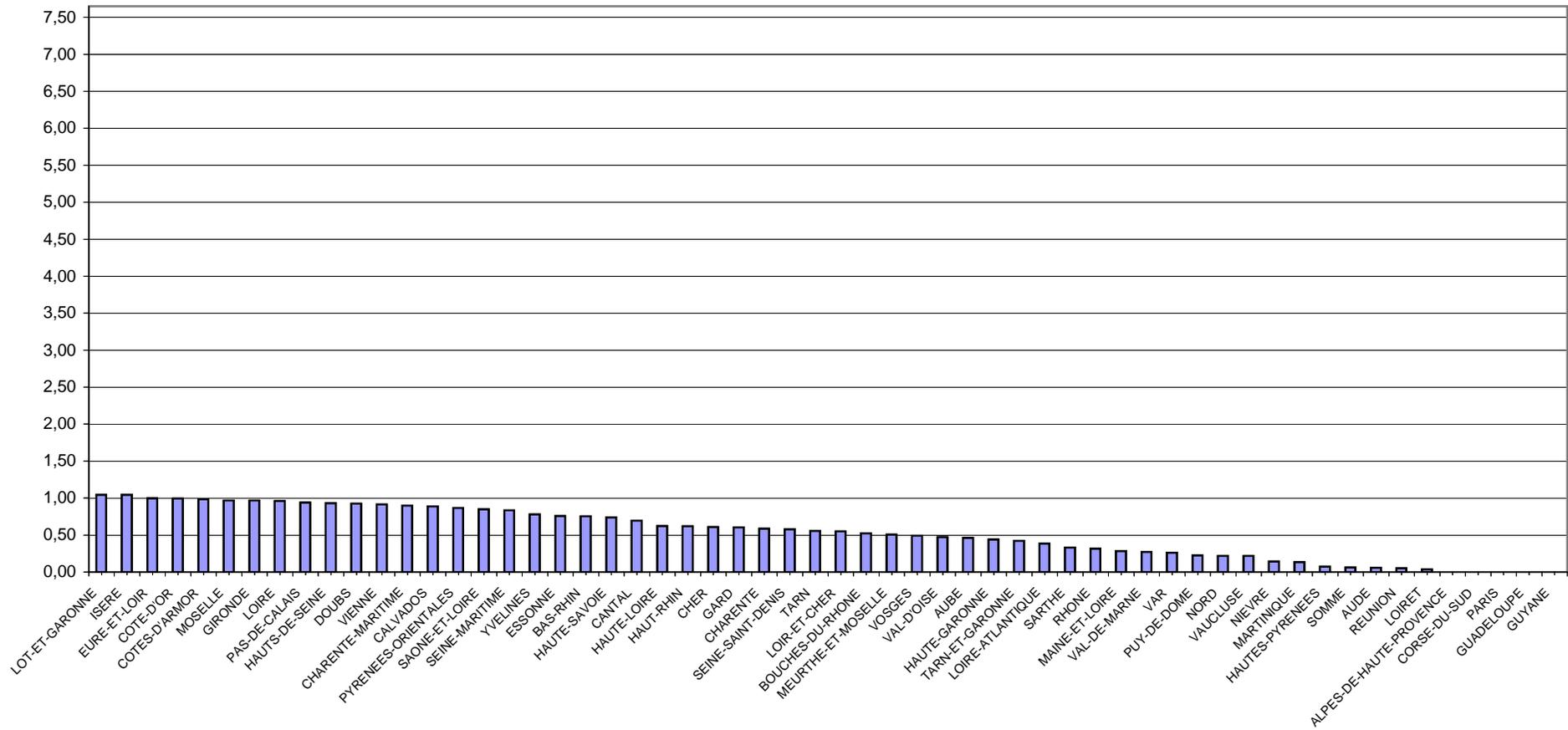
(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTES-PYRENEES	65	16 202	0	16 202	2	222 368	0,07
SOMME	80	35 226	14 750	20 476	2	555 551	0,06
AUDE	11	18 077	0	18 077	2	309 770	0,06
REUNION	974	35 000	0	35 000	1	706 300	0,05
LOIRET	45	23 263	0	23 263	1	618 126	0,04
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	0	0	0	0	139 561	0,00
CORSE-DU-SUD	2A	0	0	0	0	118 593	0,00
PARIS	75	0	0	0	0	2 125 246	0,00
GUADELOUPE	971	0	0	0	0	422 496	0,00
GUYANE	973	0	0	0	0	157 213	0,00
TOTAL		55 838 643	10 095 180	45 743 463	803		

**Subventions FISAC
par département en 2007
(montant par habitant)**



**Subventions FISAC
par département en 2007
(montant par habitant)**



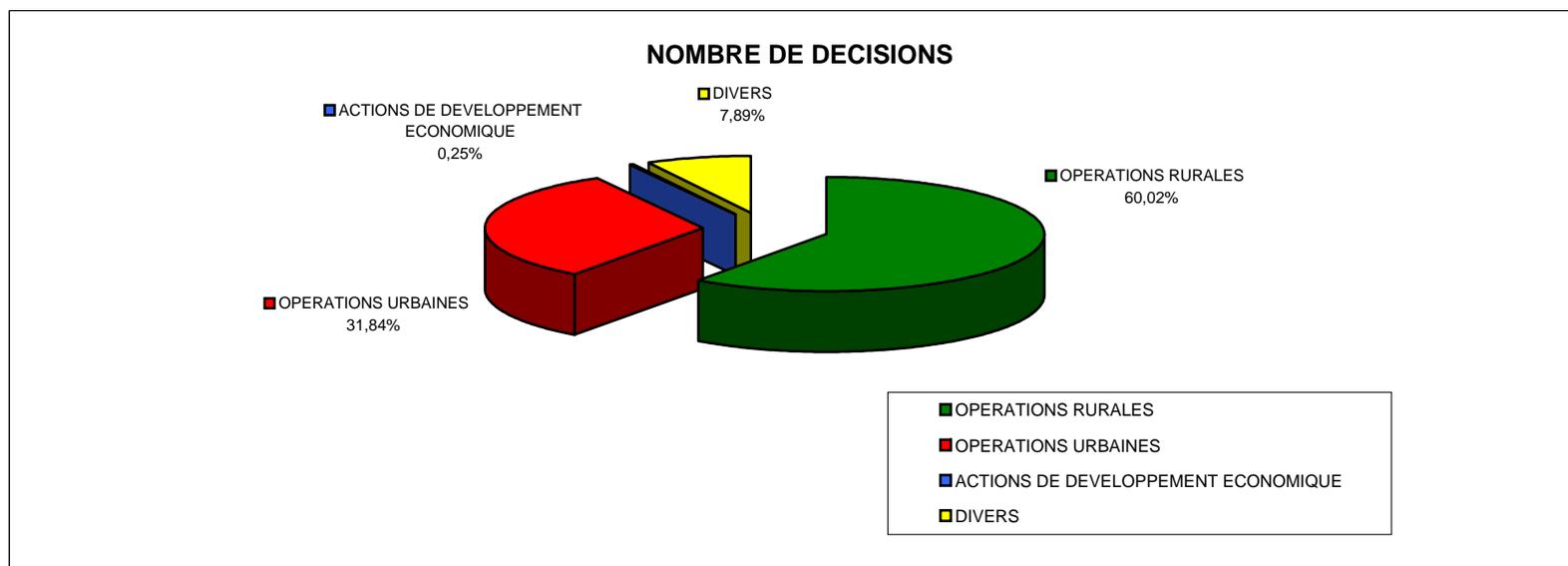
FISAC
Synthèses
1992-2007

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2007
(en euros)

TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	6 978	38 291 875	199 806 566	238 098 441
OPERATIONS URBAINES	3 702	125 500 163	259 202 060	384 702 223
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	29	186 762 244	0	186 762 244
DIVERS	917	83 232 637	30 815 487	114 048 124
TOTAL	11 626	433 786 919	489 824 113	923 611 032

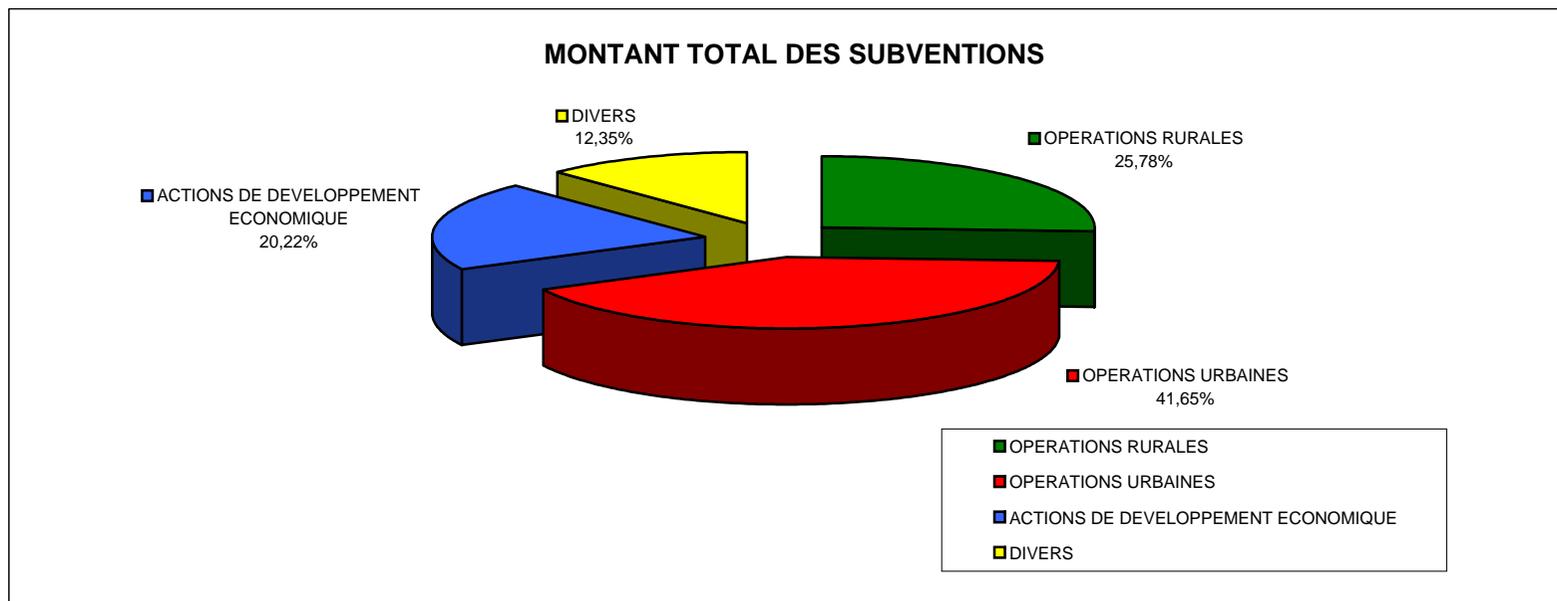
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2007
(nombre de décisions)

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	6 978
OPERATIONS URBAINES	3 702
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	29
DIVERS	917
TOTAL	11 626



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2007
(en euros)

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	238 098 441
OPERATIONS URBAINES	384 702 223
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	186 762 244
DIVERS	114 048 124
TOTAL	923 611 032



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE
de 1992 à 2007**

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
Opérations exclusivement rurales jusqu'en 2002	103 640 567	26 752 369	76 888 198	3 987
Opérations exclusivement rurales à partir de 2003				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	72 325 360	0	72 325 360	2 112
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	39 291 142	10 818 870	28 472 272	256
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	11 282 403	101 705	11 180 698	252
HALLES ET MARCHES	2 512 238	47 100	2 465 138	62
Opérations exclusivement urbaines jusqu'en 2002	209 545 980	82 710 721	126 835 259	2 364
Opérations exclusivement urbaines à partir de 2003				
OPERATIONS URBAINES	145 254 040	44 275 935	100 978 105	978
dont AIDE AUX QUARTIERS EN DIFFICULTE	5 458 390	1 427 874	4 030 516	28
HALLES ET MARCHES	19 153 962	1 745 568	17 408 394	177
Opérations rurales ou urbaines jusqu'en 2002				
EQUIPEMENTS COLLECTIFS	7 713 604	1 197 200	6 516 404	149
HALLES ET MARCHÉ(1)	17 081 313	1 142 570	15 938 743	343
Actions de développement économique	186 762 244	186 762 244	0	29
Divers jusqu'en 2002	54 341 887	26 958 102	27 383 785	465
Divers à partir de 2003				
ACTIONS SPECIFIQUES COLLECTIVES NATIONALES	38 967 393	38 967 393	0	31
AIDE AUX COMMERCANTS ET ARTISANS SINISTRES	13 594 040	13 594 040	0	25
BIENS CULTURELS	3 645 315	276 392	3 368 923	143
ETUDES	3 320 090	3 257 310	62 780	252
ETUDE D'AVAUATION DES OPERATIONS FISAC	179 400	179 400	0	1
TOTAL	928 610 978	438 786 919	489 824 059	11 626

Présentation
par
région

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2007
(classement alphabétique)

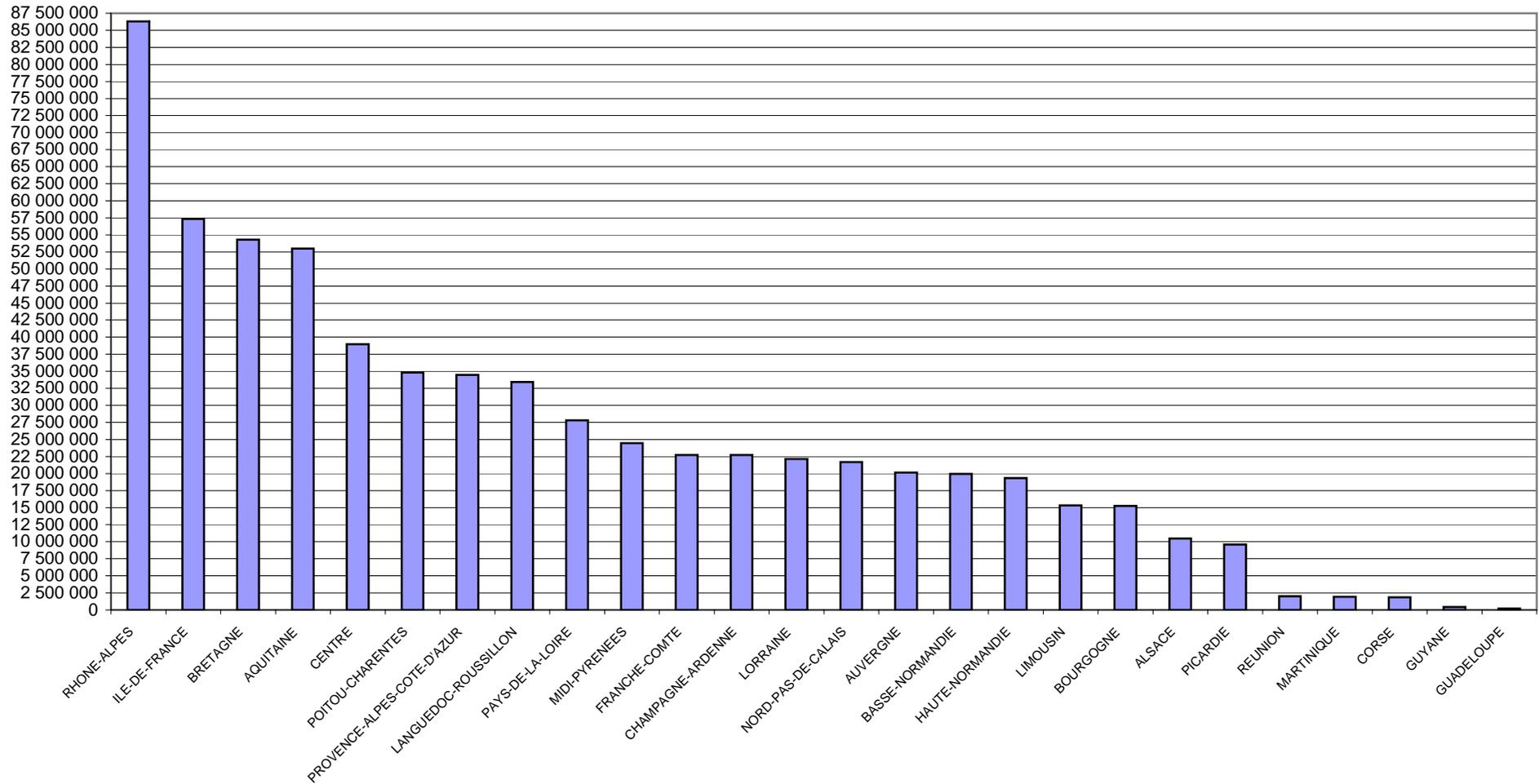
REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	10 490 572	2 348 095	8 142 477	210	1 734 145	6,05
AQUITAINE	52 997 316	12 626 689	40 370 627	954	2 908 359	18,22
AUVERGNE	20 137 379	7 744 135	12 393 244	474	1 308 878	15,39
BASSE-NORMANDIE	19 940 073	3 656 039	16 284 034	424	1 422 193	14,02
BOURGOGNE	15 240 827	2 855 615	12 385 212	440	1 610 067	9,47
BRETAGNE	54 315 549	15 461 065	38 854 484	888	2 906 197	18,69
CENTRE	38 972 361	10 467 809	28 504 552	630	2 440 329	15,97
CHAMPAGNE-ARDENNE	22 713 118	8 132 448	14 580 670	275	1 342 363	16,92
CORSE	1 841 113	1 199 262	641 851	23	260 196	7,08
FRANCHE-COMTE	22 714 316	5 905 020	15 809 296	584	1 117 059	20,33
GUADELOUPE	200 360	75 382	124 978	5	422 496	0,47
GUYANE	421 635	113 553	308 082	6	157 300	2,68
HAUTE-NORMANDIE	19 321 598	3 920 526	15 401 072	307	1 780 192	10,85
ILE-DE-FRANCE	57 345 229	11 601 801	45 743 428	725	10 952 011	5,24
LANGUEDOC-ROUSSILLON	33 410 076	5 268 961	28 141 115	399	2 295 648	14,55
LIMOUSIN	15 329 042	3 651 508	11 677 534	338	710 939	21,56
LORRAINE	22 148 868	6 530 553	15 618 315	266	2 310 376	9,59
MARTINIQUE	1 914 826	734 244	1 180 582	25	381 427	5,02
MIDI-PYRENEES	24 450 144	7 164 251	17 285 893	577	2 551 687	9,58
NORD-PAS-DE-CALAIS	21 700 416	8 430 979	13 269 437	376	3 996 588	5,43
PAYS-DE-LA-LOIRE	27 792 859	5 673 460	22 119 399	608	3 222 061	8,63
PICARDIE	9 605 489	2 124 227	7 481 262	207	1 857 481	5,17
POITOU-CHARENTES	34 797 781	5 757 685	29 040 096	865	1 640 068	21,22
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	34 456 004	13 603 023	20 852 981	440	4 506 151	7,65
REUNION	2 003 136	571 676	1 431 460	15	705 100	2,84
RHONE-ALPES	86 307 547	27 864 904	58 442 640	1398	5 645 407	15,29
TOTAL	650 567 631	173 482 910	476 084 721	11 459		

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2007
(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE-ALPES	86 307 547	27 864 904	58 442 640	1398	5 645 407	15,29
ILE-DE-FRANCE	57 345 229	11 601 801	45 743 428	725	10 952 011	5,24
BRETAGNE	54 315 549	15 461 065	38 854 484	888	2 906 197	18,69
AQUITAINE	52 997 316	12 626 689	40 370 627	954	2 908 359	18,22
CENTRE	38 972 361	10 467 809	28 504 552	630	2 440 329	15,97
POITOU-CHARENTES	34 797 781	5 757 685	29 040 096	865	1 640 068	21,22
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	34 456 004	13 603 023	20 852 981	440	4 506 151	7,65
LANGUEDOC-ROUSSILLON	33 410 076	5 268 961	28 141 115	399	2 295 648	14,55
PAYS-DE-LA-LOIRE	27 792 859	5 673 460	22 119 399	608	3 222 061	8,63
MIDI-PYRENEES	24 450 144	7 164 251	17 285 893	577	2 551 687	9,58
FRANCHE-COMTE	22 714 316	5 905 020	15 809 296	584	1 117 059	20,33
CHAMPAGNE-ARDENNE	22 713 118	8 132 448	14 580 670	275	1 342 363	16,92
LORRAINE	22 148 868	6 530 553	15 618 315	266	2 310 376	9,59
NORD-PAS-DE-CALAIS	21 700 416	8 430 979	13 269 437	376	3 996 588	5,43
AUVERGNE	20 137 379	7 744 135	12 393 244	474	1 308 878	15,39
BASSE-NORMANDIE	19 940 073	3 656 039	16 284 034	424	1 422 193	14,02
HAUTE-NORMANDIE	19 321 598	3 920 526	15 401 072	307	1 780 192	10,85
LIMOUSIN	15 329 042	3 651 508	11 677 534	338	710 939	21,56
BOURGOGNE	15 240 827	2 855 615	12 385 212	440	1 610 067	9,47
ALSACE	10 490 572	2 348 095	8 142 477	210	1 734 145	6,05
PICARDIE	9 605 489	2 124 227	7 481 262	207	1 857 481	5,17
REUNION	2 003 136	571 676	1 431 460	15	705 100	2,84
MARTINIQUE	1 914 826	734 244	1 180 582	25	381 427	5,02
CORSE	1 841 113	1 199 262	641 851	23	260 196	7,08
GUYANE	421 635	113 553	308 082	6	157 300	2,68
GUADELOUPE	200 360	75 382	124 978	5	422 496	0,47
TOTAL	650 567 631	173 482 910	476 084 721	11 459		

**Montant cumulé des subventions FISAC
par région de 1992 à 2007
(en euros)**

en €

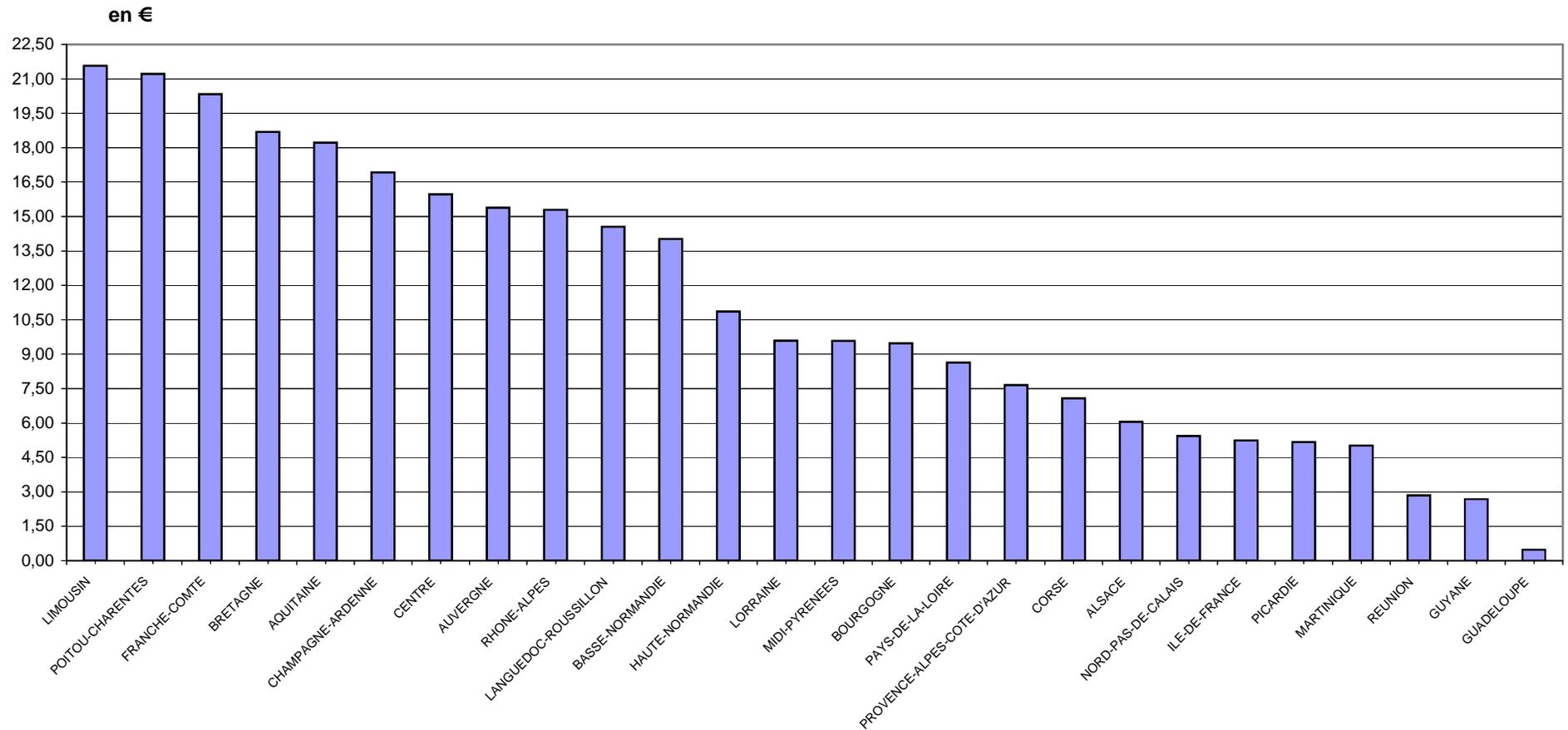


REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2007

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LIMOUSIN	15 329 042	3 651 508	11 677 534	338	710 939	21,56
POITOU-CHARENTES	34 797 781	5 757 685	29 040 096	865	1 640 068	21,22
FRANCHE-COMTE	22 714 316	5 905 020	15 809 296	584	1 117 059	20,33
BRETAGNE	54 315 549	15 461 065	38 854 484	888	2 906 197	18,69
AQUITAINE	52 997 316	12 626 689	40 370 627	954	2 908 359	18,22
CHAMPAGNE-ARDENNE	22 713 118	8 132 448	14 580 670	275	1 342 363	16,92
CENTRE	38 972 361	10 467 809	28 504 552	630	2 440 329	15,97
AUVERGNE	20 137 379	7 744 135	12 393 244	474	1 308 878	15,39
RHONE-ALPES	86 307 547	27 864 904	58 442 640	1398	5 645 407	15,29
LANGUEDOC-ROUSSILLON	33 410 076	5 268 961	28 141 115	399	2 295 648	14,55
BASSE-NORMANDIE	19 940 073	3 656 039	16 284 034	424	1 422 193	14,02
HAUTE-NORMANDIE	19 321 598	3 920 526	15 401 072	307	1 780 192	10,85
LORRAINE	22 148 868	6 530 553	15 618 315	266	2 310 376	9,59
MIDI-PYRENEES	24 450 144	7 164 251	17 285 893	577	2 551 687	9,58
BOURGOGNE	15 240 827	2 855 615	12 385 212	440	1 610 067	9,47
PAYS-DE-LA-LOIRE	27 792 859	5 673 460	22 119 399	608	3 222 061	8,63
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	34 456 004	13 603 023	20 852 981	440	4 506 151	7,65
CORSE	1 841 113	1 199 262	641 851	23	260 196	7,08
ALSACE	10 490 572	2 348 095	8 142 477	210	1 734 145	6,05
NORD-PAS-DE-CALAIS	21 700 416	8 430 979	13 269 437	376	3 996 588	5,43
ILE-DE-FRANCE	57 345 229	11 601 801	45 743 428	725	10 952 011	5,24
PICARDIE	9 605 489	2 124 227	7 481 262	207	1 857 481	5,17
MARTINIQUE	1 914 826	734 244	1 180 582	25	381 427	5,02
REUNION	2 003 136	571 676	1 431 460	15	705 100	2,84
GUYANE	421 635	113 553	308 082	6	157 300	2,68
GUADELOUPE	200 360	75 382	124 978	5	422 496	0,47
TOTAL	650 567 631	173 482 910	476 084 721	11 459		

**Subventions FISAC
par région de 1992 à 2007
(montant par habitant)**



**Présentation
par
département**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2007
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	11 180 974	2 155 104	9 025 870	252	515 270	21,70
AISNE	02	4 558 076	976 694	3 581 382	85	535 842	8,51
ALLIER	03	3 280 912	825 361	2 455 551	58	344 721	9,52
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 379 283	571 290	807 993	39	139 561	9,88
HAUTES-ALPES	05	2 629 375	1 056 002	1 573 373	51	121 419	21,66
ALPES-MARITIMES	06	6 716 084	2 716 830	3 999 254	72	1 011 326	6,64
ARDECHE	07	1 139 445	2 173 694	8 965 751	241	286 023	3,98
ARDENNES	08	5 718 903	2 037 062	3 681 841	81	290 130	19,71
ARIEGE	09	3 783 477	1 692 746	2 090 731	64	137 205	27,58
AUBE	10	3 515 161	1 400 237	2 114 924	47	292 131	12,03
AUDE	11	3 277 673	811 037	2 466 636	75	309 770	10,58
AVEYRON	12	4 179 556	932 411	3 247 145	110	263 808	15,84
BOUCHES-DU-RHONE	13	9 733 505	4 503 662	5 229 843	102	1 835 719	5,30
CALVADOS	14	8 253 040	1 632 169	6 620 871	127	648 385	12,73
CANTAL	15	2 761 362	613 584	2 147 778	137	150 778	18,31
CHARENTE	16	7 625 686	1 382 780	6 242 906	195	339 628	22,45
CHARENTE-MARITIME	17	13 970 145	2 096 908	11 873 237	317	557 024	25,08
CHER	18	3 392 048	914 428	2 477 620	60	314 428	10,79
CORREZE	19	5 672 377	1 156 137	4 516 240	130	232 576	24,39
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
HAUTE-CORSE	2B	1 417 810	775 959	641 851	17	141 603	10,01
COTE-D'OR	21	6 056 956	1 393 213	4 663 743	125	506 755	11,95
COTES-D'ARMOR	22	7 974 639	2 122 272	5 852 367	173	542 373	14,70
CREUSE	23	4 929 431	1 195 159	3 734 272	89	124 470	39,60
DORDOGNE	24	10 204 525	1 927 968	8 276 557	234	388 293	26,28
DOUBS	25	8 262 310	1 779 269	6 483 041	237	499 062	16,56
DROME	26	13 720 668	5 793 221	7 927 447	204	437 778	31,34
EURE	27	6 893 654	1 000 933	5 892 721	112	541 054	12,74
EURE-ET-LOIR	28	5 559 500	1 650 396	3 909 104	85	407 665	13,64

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2007
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
FINISTERE	29	15 812 384	5 000 469	10 811 915	223	852 418	18,55
GARD	30	6 927 377	2 131 472	4 795 905	97	623 125	11,12
HAUTE-GARONNE	31	3 701 955	1 393 928	2 308 027	74	1 046 338	3,54
GERS	32	2 093 528	710 052	1 383 476	52	172 335	12,15
GIRONDE	33	13 628 973	3 546 719	10 082 254	213	1 287 334	10,59
HERAULT	34	6 081 185	690 439	5 390 746	107	896 441	6,78
ILLE-ET-VILAINE	35	16 098 211	3 853 498	12 244 713	264	867 533	18,56
INDRE	36	5 312 294	1 192 945	4 119 349	103	231 139	22,98
INDRE-ET-LOIRE	37	10 503 308	2 768 816	7 734 492	149	554 003	18,96
ISERE	38	12 670 523	4 984 107	7 686 416	214	1 094 006	11,58
JURA	39	6 743 130	1 579 855	5 163 275	150	250 857	26,88
LANDES	40	10 065 626	2 356 148	7 700 478	188	327 334	30,75
LOIR-ET-CHER	41	6 570 873	1 594 727	4 976 146	130	314 968	20,86
LOIRE	42	11 444 956	4 042 881	7 402 075	140	728 524	15,71
HAUTE-LOIRE	43	5 345 813	1 193 647	4 152 166	144	209 113	25,56
LOIRE-ATLANTIQUE	44	7 108 250	1 683 295	5 424 955	113	1 134 266	6,27
LOIRET	45	7 140 968	1 885 878	5 255 090	95	618 126	11,55
LOT	46	2 910 695	279 498	2 631 197	72	160 197	18,17
LOT-ET-GARONNE	47	6 595 225	1 588 618	5 006 607	135	305 380	21,60
LOZERE	48	914 120	377 720	536 401	23	73 509	12,44
MAINE-ET-LOIRE	49	6 122 334	1 321 739	4 800 595	155	732 942	8,35
MANCHE	50	4 712 900	664 031	4 048 869	130	481 471	9,79
MARNE	51	11 960 438	7 057 173	4 903 265	85	565 229	21,16
HAUTE-MARNE	52	4 918 616	1 237 976	3 680 640	62	194 873	25,24
MAYENNE	53	3 505 643	561 268	2 944 375	87	285 338	12,29
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	6 288 719	2 417 408	3 871 311	76	713 779	8,81
MEUSE	55	4 010 360	776 311	3 234 049	57	192 198	20,87
MORBIHAN	56	13 507 078	3 563 562	9 943 516	225	643 873	20,98
MOSELLE	57	7 935 360	2 374 313	5 561 047	81	1 023 447	7,75
NIEVRE	58	2 546 722	448 248	2 098 474	81	225 198	11,31

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2007
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
NORD	59	9 195 489	4 210 356	4 985 133	125	2 555 020	3,60
OISE	60	3 560 443	756 285	2 804 158	81	766 441	4,65
ORNE	61	6 415 049	993 962	5 421 087	164	292 337	21,94
PAS-DE-CALAIS	62	12 504 926	4 220 623	8 234 303	251	1 441 568	8,67
PUY-DE-DOME	63	5 151 434	2 268 040	2 883 394	115	604 266	8,53
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	12 429 198	3 124 467	9 304 731	159	600 018	20,71
HAUTES-PYRENEES	65	2 340 623	516 303	1 824 320	42	222 368	10,53
PYRENEES-ORIENTALES	66	3 902 488	958 379	2 944 109	90	392 803	9,93
BAS-RHIN	67	5 667 397	1 530 839	4 136 558	112	1 026 120	5,52
HAUT-RHIN	68	4 792 925	787 006	4 005 919	96	708 025	6,77
RHONE	69	12 512 025	4 696 426	7 815 599	180	1 578 869	7,92
HAUTE-SAONE	70	5 854 281	1 582 151	4 272 130	165	229 732	25,48
SAONE-ET-LOIRE	71	3 978 837	744 409	3 234 428	122	544 893	7,30
SARTHE	72	4 264 740	489 149	3 775 591	124	529 851	8,05
SAVOIE	73	7 578 526	2 202 858	5 375 668	87	373 258	20,30
HAUTE-SAVOIE	74	4 245 305	1 801 372	2 443 933	80	631 679	6,72
PARIS	75	1 090 998	438 193	652 805	19	2 125 246	0,51
SEINE-MARITIME	76	12 427 944	2 919 593	9 508 351	195	1 239 138	10,03
SEINE-ET-MARNE	77	9 762 118	1 810 041	7 952 077	160	1 193 767	8,18
YVELINES	78	8 837 505	1 918 731	6 918 774	112	1 354 304	6,53
DEUX-SEVRES	79	6 807 912	1 263 655	5 544 257	158	344 392	19,77
SOMME	80	1 486 971	391 248	1 095 723	41	555 551	2,68
TARN	81	3 566 710	1 040 368	2 526 342	95	343 402	10,39
TARN-ET-GARONNE	82	1 798 900	524 245	1 274 655	59	206 034	8,73
VAR	83	7 708 999	2 811 752	4 897 247	101	898 441	8,58
VAUCLUSE	84	6 197 919	1 852 551	4 345 368	74	499 685	12,40
VENDEE	85	6 606 874	1 432 991	5 173 883	124	539 664	12,24
VIENNE	86	6 157 578	930 531	5 227 047	193	399 024	15,43
HAUTE-VIENNE	87	4 396 510	959 488	3 437 022	117	353 893	12,42
VOSGES	88	3 760 691	808 701	2 951 990	50	380 952	9,87

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2007
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
YONNE	89	3 724 274	601 816	3 122 458	111	333 221	11,18
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 604 442	713 730	890 712	29	137 408	11,68
ESSONNE	91	7 910 888	1 038 789	6 872 099	108	1 134 238	6,97
HAUTS-DE-SEINE	92	8 055 764	2 491 943	5 563 821	65	1 428 881	5,64
SEINE-SAINT-DENIS	93	6 735 332	962 602	5 772 730	81	1 382 861	4,87
VAL-DE-MARNE	94	6 006 267	1 087 399	4 918 868	58	1 227 250	4,89
VAL-D'OISE	95	8 790 598	1 698 224	7 092 374	118	1 105 464	7,95
GUADELOUPE	971	200 360	75 382	124 978	5	422 496	0,47
MARTINIQUE	972	1 957 982	734 244	1 223 738	26	381 427	5,13
GUYANE	973	421 635	113 553	308 082	6	157 213	2,68
REUNION	974	2 078 636	612 726	1 465 910	16	706 300	2,94
TOTAL		623 874 934	171 101 690	462 714 245	11 364		

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2007
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ILLE-ET-VILAINE	35	16 098 211	3 853 498	12 244 713	264	867 533	18,56
FINISTERE	29	15 812 384	5 000 469	10 811 915	223	852 418	18,55
CHARENTE-MARITIME	17	13 970 145	2 096 908	11 873 237	317	557 024	25,08
DROME	26	13 720 668	5 793 221	7 927 447	204	437 778	31,34
GIRONDE	33	13 628 973	3 546 719	10 082 254	213	1 287 334	10,59
MORBIHAN	56	13 507 078	3 563 562	9 943 516	225	643 873	20,98
ISERE	38	12 670 523	4 984 107	7 686 416	214	1 094 006	11,58
RHONE	69	12 512 025	4 696 426	7 815 599	180	1 578 869	7,92
PAS-DE-CALAIS	62	12 504 926	4 220 623	8 234 303	251	1 441 568	8,67
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	12 429 198	3 124 467	9 304 731	159	600 018	20,71
SEINE-MARITIME	76	12 427 944	2 919 593	9 508 351	195	1 239 138	10,03
MARNE	51	11 960 438	7 057 173	4 903 265	85	565 229	21,16
LOIRE	42	11 444 956	4 042 881	7 402 075	140	728 524	15,71
AIN	01	11 180 974	2 155 104	9 025 870	252	515 270	21,70
INDRE-ET-LOIRE	37	10 503 308	2 768 816	7 734 492	149	554 003	18,96
DORDOGNE	24	10 204 525	1 927 968	8 276 557	234	388 293	26,28
LANDES	40	10 065 626	2 356 148	7 700 478	188	327 334	30,75
SEINE-ET-MARNE	77	9 762 118	1 810 041	7 952 077	160	1 193 767	8,18
BOUCHES-DU-RHONE	13	9 733 505	4 503 662	5 229 843	102	1 835 719	5,30
NORD	59	9 195 489	4 210 356	4 985 133	125	2 555 020	3,60
YVELINES	78	8 837 505	1 918 731	6 918 774	112	1 354 304	6,53
VAL-D'OISE	95	8 790 598	1 698 224	7 092 374	118	1 105 464	7,95
DOUBS	25	8 262 310	1 779 269	6 483 041	237	499 062	16,56
CALVADOS	14	8 253 040	1 632 169	6 620 871	127	648 385	12,73
HAUTS-DE-SEINE	92	8 055 764	2 491 943	5 563 821	65	1 428 881	5,64
COTES-D'ARMOR	22	7 974 639	2 122 272	5 852 367	173	542 373	14,70
MOSELLE	57	7 935 360	2 374 313	5 561 047	81	1 023 447	7,75
ESSONNE	91	7 910 888	1 038 789	6 872 099	108	1 134 238	6,97
VAR	83	7 708 999	2 811 752	4 897 247	101	898 441	8,58
CHARENTE	16	7 625 686	1 382 780	6 242 906	195	339 628	22,45

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2007
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
SAVOIE	73	7 578 526	2 202 858	5 375 668	87	373 258	20,30
LOIRET	45	7 140 968	1 885 878	5 255 090	95	618 126	11,55
LOIRE-ATLANTIQUE	44	7 108 250	1 683 295	5 424 955	113	1 134 266	6,27
GARD	30	6 927 377	2 131 472	4 795 905	97	623 125	11,12
EURE	27	6 893 654	1 000 933	5 892 721	112	541 054	12,74
DEUX-SEVRES	79	6 807 912	1 263 655	5 544 257	158	344 392	19,77
JURA	39	6 743 130	1 579 855	5 163 275	150	250 857	26,88
SEINE-SAINT-DENIS	93	6 735 332	962 602	5 772 730	81	1 382 861	4,87
ALPES-MARITIMES	06	6 716 084	2 716 830	3 999 254	72	1 011 326	6,64
VENDEE	85	6 606 874	1 432 991	5 173 883	124	539 664	12,24
LOT-ET-GARONNE	47	6 595 225	1 588 618	5 006 607	135	305 380	21,60
LOIR-ET-CHER	41	6 570 873	1 594 727	4 976 146	130	314 968	20,86
ORNE	61	6 415 049	993 962	5 421 087	164	292 337	21,94
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	6 288 719	2 417 408	3 871 311	76	713 779	8,81
VAUCLUSE	84	6 197 919	1 852 551	4 345 368	74	499 685	12,40
VIENNE	86	6 157 578	930 531	5 227 047	193	399 024	15,43
MAINE-ET-LOIRE	49	6 122 334	1 321 739	4 800 595	155	732 942	8,35
HERAULT	34	6 081 185	690 439	5 390 746	107	896 441	6,78
COTE-D'OR	21	6 056 956	1 393 213	4 663 743	125	506 755	11,95
VAL-DE-MARNE	94	6 006 267	1 087 399	4 918 868	58	1 227 250	4,89
HAUTE-SAONE	70	5 854 281	1 582 151	4 272 130	165	229 732	25,48
ARDENNES	08	5 718 903	2 037 062	3 681 841	81	290 130	19,71
CORREZE	19	5 672 377	1 156 137	4 516 240	130	232 576	24,39
BAS-RHIN	67	5 667 397	1 530 839	4 136 558	112	1 026 120	5,52
EURE-ET-LOIR	28	5 559 500	1 650 396	3 909 104	85	407 665	13,64
HAUTE-LOIRE	43	5 345 813	1 193 647	4 152 166	144	209 113	25,56
INDRE	36	5 312 294	1 192 945	4 119 349	103	231 139	22,98
PUY-DE-DOME	63	5 151 434	2 268 040	2 883 394	115	604 266	8,53
CREUSE	23	4 929 431	1 195 159	3 734 272	89	124 470	39,60
HAUTE-MARNE	52	4 918 616	1 237 976	3 680 640	62	194 873	25,24

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2007
(classement par montant de subvention)

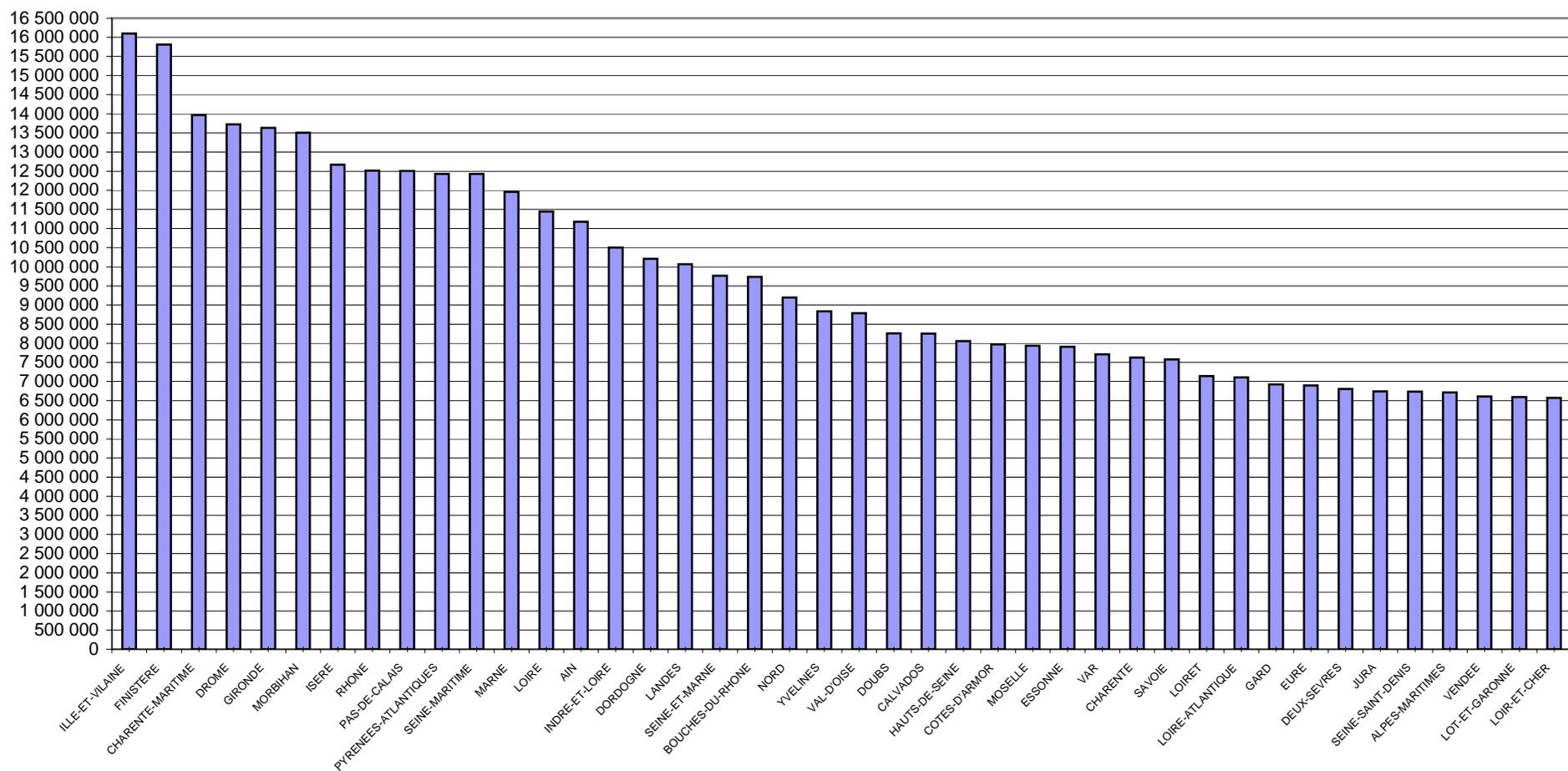
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUT-RHIN	68	4 792 925	787 006	4 005 919	96	708 025	6,77
MANCHE	50	4 712 900	664 031	4 048 869	130	481 471	9,79
AISNE	02	4 558 076	976 694	3 581 382	85	535 842	8,51
HAUTE-VIENNE	87	4 396 510	959 488	3 437 022	117	353 893	12,42
SARTHE	72	4 264 740	489 149	3 775 591	124	529 851	8,05
HAUTE-SAVOIE	74	4 245 305	1 801 372	2 443 933	80	631 679	6,72
AVEYRON	12	4 179 556	932 411	3 247 145	110	263 808	15,84
MEUSE	55	4 010 360	776 311	3 234 049	57	192 198	20,87
SAONE-ET-LOIRE	71	3 978 837	744 409	3 234 428	122	544 893	7,30
PYRENEES-ORIENTALES	66	3 902 488	958 379	2 944 109	90	392 803	9,93
ARIEGE	09	3 783 477	1 692 746	2 090 731	64	137 205	27,58
VOSGES	88	3 760 691	808 701	2 951 990	50	380 952	9,87
YONNE	89	3 724 274	601 816	3 122 458	111	333 221	11,18
HAUTE-GARONNE	31	3 701 955	1 393 928	2 308 027	74	1 046 338	3,54
TARN	81	3 566 710	1 040 368	2 526 342	95	343 402	10,39
OISE	60	3 560 443	756 285	2 804 158	81	766 441	4,65
AUBE	10	3 515 161	1 400 237	2 114 924	47	292 131	12,03
MAYENNE	53	3 505 643	561 268	2 944 375	87	285 338	12,29
CHER	18	3 392 048	914 428	2 477 620	60	314 428	10,79
ALLIER	03	3 280 912	825 361	2 455 551	58	344 721	9,52
AUDE	11	3 277 673	811 037	2 466 636	75	309 770	10,58
LOT	46	2 910 695	279 498	2 631 197	72	160 197	18,17
CANTAL	15	2 761 362	613 584	2 147 778	137	150 778	18,31
HAUTES-ALPES	05	2 629 375	1 056 002	1 573 373	51	121 419	21,66
NIEVRE	58	2 546 722	448 248	2 098 474	81	225 198	11,31
HAUTES-PYRENEES	65	2 340 623	516 303	1 824 320	42	222 368	10,53
GERS	32	2 093 528	710 052	1 383 476	52	172 335	12,15
REUNION	974	2 078 636	612 726	1 465 910	16	706 300	2,94
MARTINIQUE	972	1 957 982	734 244	1 223 738	26	381 427	5,13
TARN-ET-GARONNE	82	1 798 900	524 245	1 274 655	59	206 034	8,73

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2007
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 604 442	713 730	890 712	29	137 408	11,68
SOMME	80	1 486 971	391 248	1 095 723	41	555 551	2,68
HAUTE-CORSE	2B	1 417 810	775 959	641 851	17	141 603	10,01
ALPES-DE-HAUTE- PROVENCE	04	1 379 283	571 290	807 993	39	139 561	9,88
ARDECHE	07	1 139 445	2 173 694	8 965 751	241	286 023	3,98
PARIS	75	1 090 998	438 193	652 805	19	2 125 246	0,51
LOZERE	48	914 120	377 720	536 401	23	73 509	12,44
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
GUYANE	973	421 635	113 553	308 082	6	157 213	2,68
GUADELOUPE	971	200 360	75 382	124 978	5	422 496	0,47
TOTAL		623 874 934	171 101 690	462 714 245	11 364		

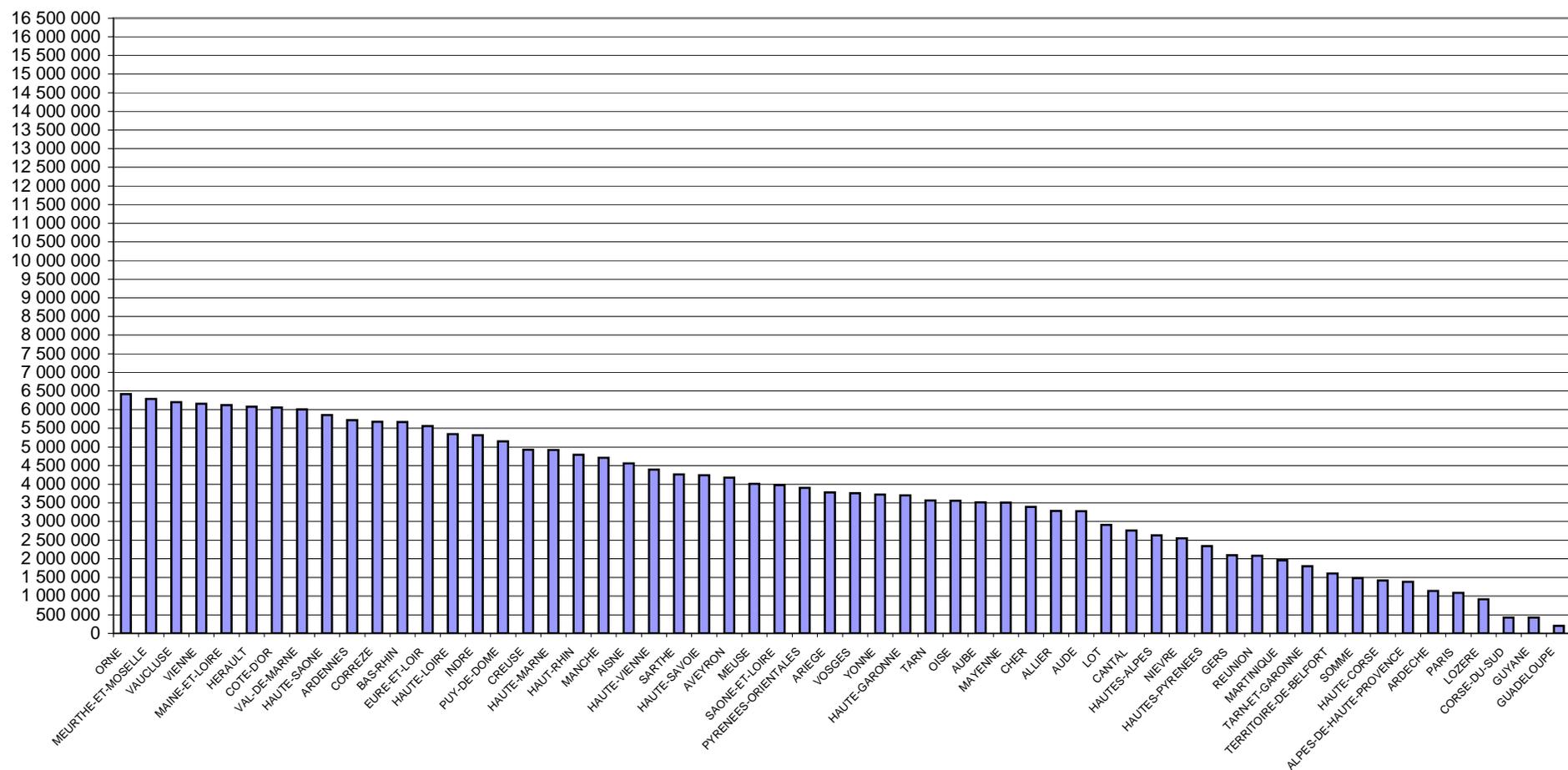
**Montant cumulé des subventions FISAC
par département de 1992 à 2007
(en euros)**

en €



Montant cumulé des subventions FISAC par département de 1992 à 2007 (en euros)

en €



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT

TOUS TYPES D'OPERATION

de 1992 à 2007

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CREUSE	23	4 929 431	1 195 159	3 734 272	89	124 470	39,60
DROME	26	13 720 668	5 793 221	7 927 447	204	437 778	31,34
LANDES	40	10 065 626	2 356 148	7 700 478	188	327 334	30,75
ARIEGE	09	3 783 477	1 692 746	2 090 731	64	137 205	27,58
JURA	39	6 743 130	1 579 855	5 163 275	150	250 857	26,88
DORDOGNE	24	10 204 525	1 927 968	8 276 557	234	388 293	26,28
HAUTE-LOIRE	43	5 345 813	1 193 647	4 152 166	144	209 113	25,56
HAUTE-SAONE	70	5 854 281	1 582 151	4 272 130	165	229 732	25,48
HAUTE-MARNE	52	4 918 616	1 237 976	3 680 640	62	194 873	25,24
CHARENTE-MARITIME	17	13 970 145	2 096 908	11 873 237	317	557 024	25,08
CORREZE	19	5 672 377	1 156 137	4 516 240	130	232 576	24,39
INDRE	36	5 312 294	1 192 945	4 119 349	103	231 139	22,98
CHARENTE	16	7 625 686	1 382 780	6 242 906	195	339 628	22,45
ORNE	61	6 415 049	993 962	5 421 087	164	292 337	21,94
AIN	01	11 180 974	2 155 104	9 025 870	252	515 270	21,70
HAUTES-ALPES	05	2 629 375	1 056 002	1 573 373	51	121 419	21,66
LOT-ET-GARONNE	47	6 595 225	1 588 618	5 006 607	135	305 380	21,60
MARNE	51	11 960 438	7 057 173	4 903 265	85	565 229	21,16
MORBIHAN	56	13 507 078	3 563 562	9 943 516	225	643 873	20,98
MEUSE	55	4 010 360	776 311	3 234 049	57	192 198	20,87
LOIR-ET-CHER	41	6 570 873	1 594 727	4 976 146	130	314 968	20,86
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	12 429 198	3 124 467	9 304 731	159	600 018	20,71
SAVOIE	73	7 578 526	2 202 858	5 375 668	87	373 258	20,30
DEUX-SEVRES	79	6 807 912	1 263 655	5 544 257	158	344 392	19,77
ARDENNES	08	5 718 903	2 037 062	3 681 841	81	290 130	19,71
INDRE-ET-LOIRE	37	10 503 308	2 768 816	7 734 492	149	554 003	18,96
ILLE-ET-VILAINE	35	16 098 211	3 853 498	12 244 713	264	867 533	18,56
FINISTERE	29	15 812 384	5 000 469	10 811 915	223	852 418	18,55
CANTAL	15	2 761 362	613 584	2 147 778	137	150 778	18,31
LOT	46	2 910 695	279 498	2 631 197	72	160 197	18,17
DOUBS	25	8 262 310	1 779 269	6 483 041	237	499 062	16,56
AVEYRON	12	4 179 556	932 411	3 247 145	110	263 808	15,84

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT

TOUS TYPES D'OPERATION

de 1992 à 2007

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LOIRE	42	11 444 956	4 042 881	7 402 075	140	728 524	15,71
VIENNE	86	6 157 578	930 531	5 227 047	193	399 024	15,43
COTES-D'ARMOR	22	7 974 639	2 122 272	5 852 367	173	542 373	14,70
EURE-ET-LOIR	28	5 559 500	1 650 396	3 909 104	85	407 665	13,64
EURE	27	6 893 654	1 000 933	5 892 721	112	541 054	12,74
CALVADOS	14	8 253 040	1 632 169	6 620 871	127	648 385	12,73
LOZERE	48	914 120	377 720	536 401	23	73 509	12,44
HAUTE-VIENNE	87	4 396 510	959 488	3 437 022	117	353 893	12,42
VAUCLUSE	84	6 197 919	1 852 551	4 345 368	74	499 685	12,40
MAYENNE	53	3 505 643	561 268	2 944 375	87	285 338	12,29
VENDEE	85	6 606 874	1 432 991	5 173 883	124	539 664	12,24
GERS	32	2 093 528	710 052	1 383 476	52	172 335	12,15
AUBE	10	3 515 161	1 400 237	2 114 924	47	292 131	12,03
COTE-D'OR	21	6 056 956	1 393 213	4 663 743	125	506 755	11,95
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 604 442	713 730	890 712	29	137 408	11,68
ISERE	38	12 670 523	4 984 107	7 686 416	214	1 094 006	11,58
LOIRET	45	7 140 968	1 885 878	5 255 090	95	618 126	11,55
NIEVRE	58	2 546 722	448 248	2 098 474	81	225 198	11,31
YONNE	89	3 724 274	601 816	3 122 458	111	333 221	11,18
GARD	30	6 927 377	2 131 472	4 795 905	97	623 125	11,12
CHER	18	3 392 048	914 428	2 477 620	60	314 428	10,79
GIRONDE	33	13 628 973	3 546 719	10 082 254	213	1 287 334	10,59
AUDE	11	3 277 673	811 037	2 466 636	75	309 770	10,58
HAUTES-PYRENEES	65	2 340 623	516 303	1 824 320	42	222 368	10,53
TARN	81	3 566 710	1 040 368	2 526 342	95	343 402	10,39
SEINE-MARITIME	76	12 427 944	2 919 593	9 508 351	195	1 239 138	10,03
HAUTE-CORSE	2B	1 417 810	775 959	641 851	17	141 603	10,01
PYRENEES-ORIENTALES	66	3 902 488	958 379	2 944 109	90	392 803	9,93
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 379 283	571 290	807 993	39	139 561	9,88
VOSGES	88	3 760 691	808 701	2 951 990	50	380 952	9,87
MANCHE	50	4 712 900	664 031	4 048 869	130	481 471	9,79

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2007

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALLIER	03	3 280 912	825 361	2 455 551	58	344 721	9,52
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	6 288 719	2 417 408	3 871 311	76	713 779	8,81
TARN-ET-GARONNE	82	1 798 900	524 245	1 274 655	59	206 034	8,73
PAS-DE-CALAIS	62	12 504 926	4 220 623	8 234 303	251	1 441 568	8,67
VAR	83	7 708 999	2 811 752	4 897 247	101	898 441	8,58
PUY-DE-DOME	63	5 151 434	2 268 040	2 883 394	115	604 266	8,53
AIN	02	4 558 076	976 694	3 581 382	85	535 842	8,51
MAINE-ET-LOIRE	49	6 122 334	1 321 739	4 800 595	155	732 942	8,35
SEINE-ET-MARNE	77	9 762 118	1 810 041	7 952 077	160	1 193 767	8,18
SARTHE	72	4 264 740	489 149	3 775 591	124	529 851	8,05
VAL-D'OISE	95	8 790 598	1 698 224	7 092 374	118	1 105 464	7,95
RHONE	69	12 512 025	4 696 426	7 815 599	180	1 578 869	7,92
MOSELLE	57	7 935 360	2 374 313	5 561 047	81	1 023 447	7,75
SAONE-ET-LOIRE	71	3 978 837	744 409	3 234 428	122	544 893	7,30
ESSONNE	91	7 910 888	1 038 789	6 872 099	108	1 134 238	6,97
HERAULT	34	6 081 185	690 439	5 390 746	107	896 441	6,78
HAUT-RHIN	68	4 792 925	787 006	4 005 919	96	708 025	6,77
HAUTE-SAVOIE	74	4 245 305	1 801 372	2 443 933	80	631 679	6,72
ALPES-MARITIMES	06	6 716 084	2 716 830	3 999 254	72	1 011 326	6,64
YVELINES	78	8 837 505	1 918 731	6 918 774	112	1 354 304	6,53
LOIRE-ATLANTIQUE	44	7 108 250	1 683 295	5 424 955	113	1 134 266	6,27
HAUTS-DE-SEINE	92	8 055 764	2 491 943	5 563 821	65	1 428 881	5,64
BAS-RHIN	67	5 667 397	1 530 839	4 136 558	112	1 026 120	5,52
BOUCHES-DU-RHONE	13	9 733 505	4 503 662	5 229 843	102	1 835 719	5,30
MARTINIQUE	972	1 957 982	734 244	1 223 738	26	381 427	5,13
VAL-DE-MARNE	94	6 006 267	1 087 399	4 918 868	58	1 227 250	4,89
SEINE-SAINT-DENIS	93	6 735 332	962 602	5 772 730	81	1 382 861	4,87
OISE	60	3 560 443	756 285	2 804 158	81	766 441	4,65
ARDECHE	07	1 139 445	2 173 694	8 965 751	241	286 023	3,98
NORD	59	9 195 489	4 210 356	4 985 133	125	2 555 020	3,60
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
HAUTE-GARONNE	31	3 701 955	1 393 928	2 308 027	74	1 046 338	3,54

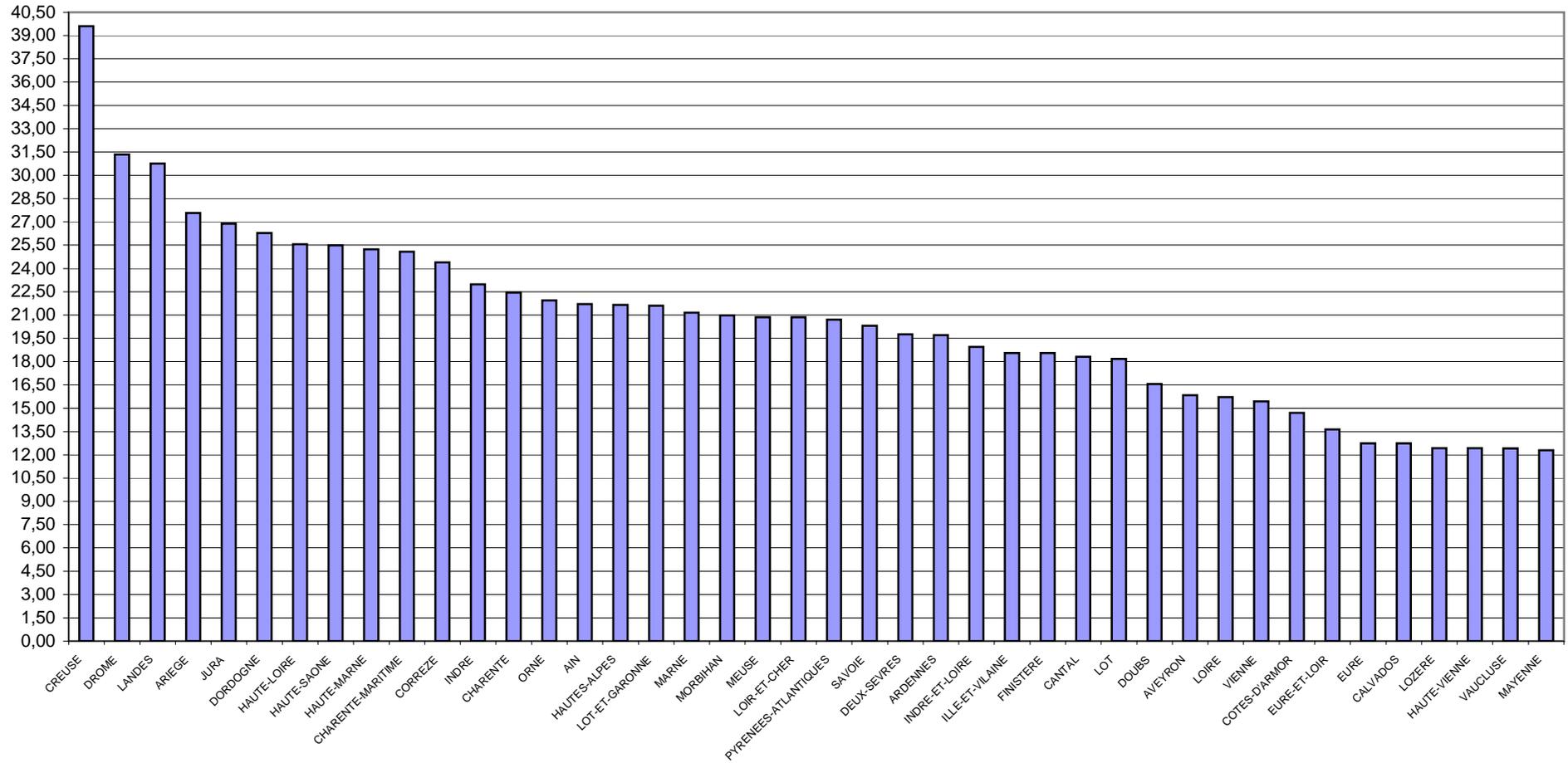
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION
de 1992 à 2007**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
REUNION	974	2 078 636	612 726	1 465 910	16	706 300	2,94
GUYANE	973	421 635	113 553	308 082	6	157 213	2,68
SOMME	80	1 486 971	391 248	1 095 723	41	555 551	2,68
PARIS	75	1 090 998	438 193	652 805	19	2 125 246	0,51
GUADELOUPE	971	200 360	75 382	124 978	5	422 496	0,47
TOTAL		623 874 934	171 101 690	462 714 245	11 364		

**Subventions FISAC
par département de 1992 à 2007
(montant par habitant)**

en €



**Subvention FISAC
par département de 1992 à 2007
(montant par habitant)**

en €

